

Supplément 4 pages sur le bilan de la gauche au pouvoir — 6 F

T2137-410-6,00 F

le monde

libertaire

ISSN 0026-9433

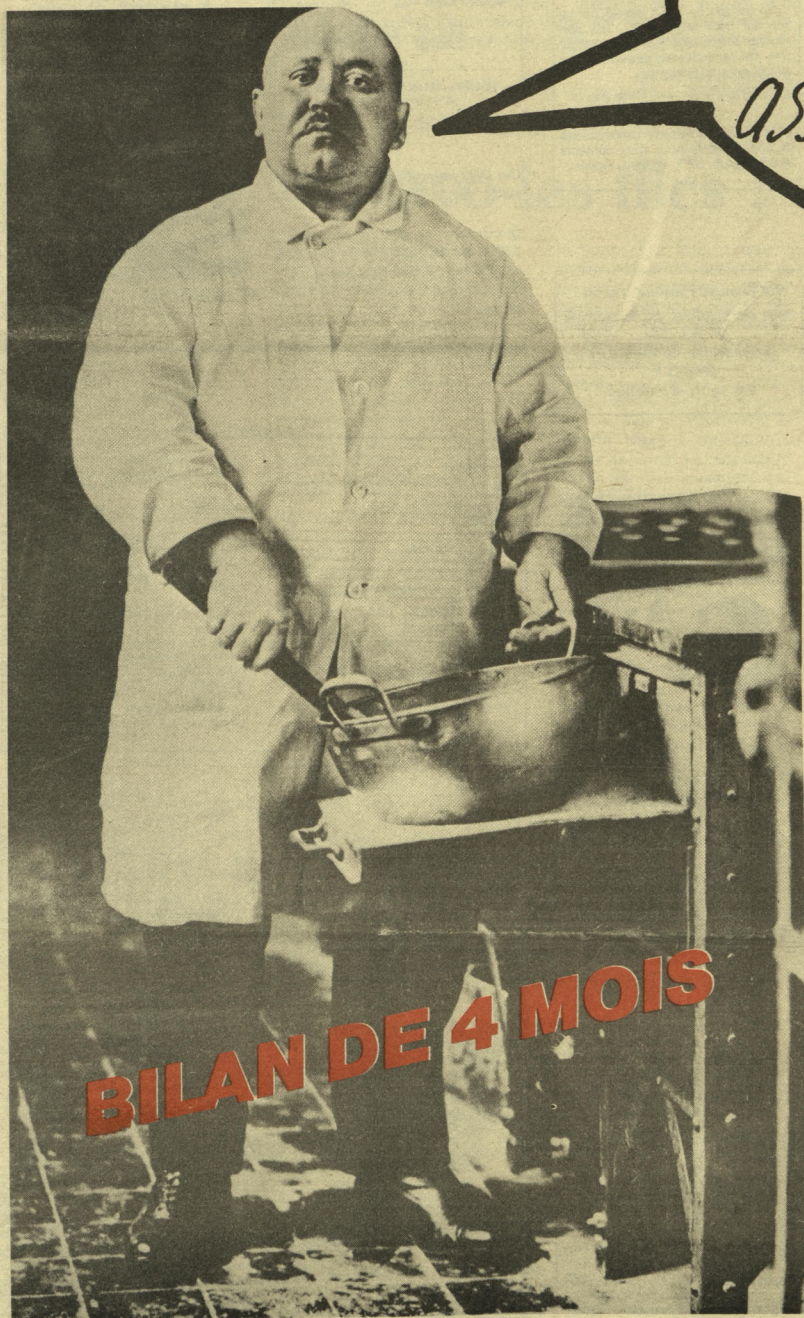
Rédaction
Administration
145, rue Amélot
75011 Paris
tél : 805.34.08
CCP publico
1128915 Paris

N° 410 JEUDI 17 SEPTEMBRE 1981 6,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)



régime socialiste
quel
assaisonnement?

Demandez le programme... Demandez le programme...

La France socialiste a 4 mois !

La France socialiste a quatre mois et la société française, éberluée de ce qui lui arrive, se frotte encore les yeux sans trop vouloir y croire et en se demandant ce que ça signifie. Les réactions des différentes classes de la population ont été lentes avant que les enchaînements rituels se fassent jour ! La droite classique représentant le gros capital a fait semblant d'avoir peur ! Elle laissera probablement des plumes dans l'aventure qu'elle porte aux profits et pertes, bien convaincue que l'essentiel n'est pas en cause et que ce n'est pas encore cette fois-ci que les sacro-saints principes de la propriété et de l'autorité de la classe dirigeante seront remis en cause. Mieux, dans ce monde difficile dans lequel nous vivons, la reprise en main par les socialistes de la société traditionnelle, à laquelle ils donneraient un coup de plumeau, pourrait lui conférer une nouvelle jeunesse. Mitterrand et ses amis ne pensent pas autrement. Leurs projets consistent simplement à être d'honnêtes gérants d'une société classique où serait rétabli un certain équilibre économique, tout en maintenant des différences de conditions d'existence dues au « savoir », à la « condition sociale », aux « acquis », au « mérite » et à diverses autres balivernes qui, depuis vingt siècles, ont fait leurs preuves. Il est bien possible que sans se l'avouer la bourgeoisie, de droite comme de gauche, s'oriente vers une alternance plus modulée que celles que nous connaissons depuis le début du siècle, et qu'alternativement se mette en place pour la classe dirigeante une période de vaches grasses destinée à grossir les bas de laine, suivie d'une période de vaches maigres, celle d'aujourd'hui, remettant du baume au cœur des classes défavorisées, de façon à les maintenir dans l'orbite « familial » et leur retirer le goût de mettre le feu au château ! Mais une telle politique d'alternance, allant d'une aile à l'autre du système capitaliste sans causer de dégâts insurmontables pour le capital et son projet et être pourtant crédible, doit avoir un caractère spectaculaire. Mitterrand, personnage madré chez qui voisine à la fois les leçons de Machiavel et celles du cardinal de Bernis, et qui est servi par un talent littéraire et d'expressions qui voisine ceux du cardinal de Retz, l'a bien compris, et au cours de sa campagne électorale, il a eu constamment deux fers au feu : l'augmentation des revenus les plus bas, ce qui ne concerne qu'une minorité, et les transformations dans le cadre de la société, dont l'aspect serait à la fois spectaculaire pour remuer l'opinion et s'inscrire dans une évolution prévisible et rassurable pour durer et assurer un avenir historique à celui qui les aurait porté sur les fonds baptismaux et leur aurait donné son nom !

Il s'agit en fait d'une opération juin 36 au rabais ! Pourquoi au rabais ? D'abord parce qu'une opération purement électorale n'a jamais déclenché des passions et qu'en 36, de furent les occupations d'usines qui servirent de détonateur. Les temps ne s'y prêtent plus ! L'autonomie de gestion des économies nationales est une illusion, mais la crainte des peuples à bousculer un système qui, tant bien que mal, leur assure la pitance, est bien réelle ! Parce que l'élan du cœur vers un rêve humanitaire s'est tari et peut-être aussi que le souvenir de ce siècle matraqué par deux guerres horribles, par deux crises, par une multitude de « révolutions » avortées a démobilisé les différentes classes sociales qui ne pensent plus qu'à jouir de l'acquis, et n'espèrent plus qu'en de médiocres avantages à l'image de leur ambition.

En vérité, nous sommes toujours sous un même régime vu sous un autre angle. Monsieur Delors a les accents de monsieur Barre lorsqu'il fait appel au sens civique des citoyens, il est vrai qu'entre son premier patron Chaban-Delmas et son second patron Mitterrand, la différence a la minceur d'une illusion. Les sondages parfaitement rodés sous l'ancien régime sont de nouveau sur orbite. Après avoir, en 1981, chanté le renouveau comme ils l'avaient fait en 1974 pour Giscard, ils ont repris leur marche descendante au fur et à mesure que les prix et le chômage augmentent, et il ne faut pas être grand clerc pour annoncer que dans quelques mois nos nouveaux dirigeants verront leur cote au plus bas. Non, rien n'a vraiment changé, les dames du ministère s'agitent, les jeunes ministres font des couacs, les vieux roublards se glissent vers l'objectif de télé afin de faire admirer leur meilleur profil.

suite page 8

F°P. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHATEAU
ALLIER : MOULIN - YZEURE
ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL NICE - CANNES.
ARDECHE : AUBENAS
AUDE : NARBONNE
B.-D.-R. : MARSEILLE
DOUBS : BESANCON
EURE : ÉVREUX
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
HÉRAULT : BEZIERS
ILE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : SAINT-ETIENNE
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MOSELLE : METZ
NORD : LILLE - VALENCIENNES
OISE : CREIL - BEAUVAIS
ORNE : ARGENTAN
HAUT-RHIN : MULHOUSE
RHÔNE : LYON
LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
MANCHE : CHERBOURG
LOT-ET-GARONNE : AGEN
SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
SOMME : AMIENS
VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » - GROUPE DE LA RÉGION TOULONNAISE
HAUTE-VIENNE : LIMOGES
VIENNE : GROUPE DÉPARTEMENTAL YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 4^e, 5^e, 6^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - LES ULIS
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - VILLEJUIF

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
 - BOBIGNY

BANLIEUE OUEST

- NANTERRE - LA DÉFENSE
 - HOUILLES-SARTROUVILLE

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - CERCLE INTER-BANQUES
 - LIAISON ORTF
 - LIAISON INSTITUT DE SONDAGES

LIAISONS

NORD : Laon, Noyon, Roye, Hénin-Beaumont, Avesnois.
EST : Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Dijon, Jura.
ILE-DE-FRANCE : Meulan, Melun-Sénart, Nord Seine-et-Marne, Maule, Rambouillet, Versailles.
OUEST : Brest, Bégard, Concarneau, Saint-Malo, Caen, Pont-Audemer, Laval, Le Mans, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne, Châtelleraut, Angoulême.
CENTRE : Blois, Châteauroux, Vendôme, Vierzon, Le Puy, Clermont-Ferrand.
SUD, SUD-OUEST : La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Toulouse, Montauban.
RHÔNE-ALPES : Valence, Isère, Thonon-les-Bains.
CORSE : Ajaccio.
LA RÉUNION : liaison anarchiste.
GAUDELLOUPE : Basse-Terre.

PERMANENCES F.A.

Groupe d'Evreux : permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27000 Evreux.
Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région Toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.
Groupe l'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Teller au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.
Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens.
Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.
Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (1^{er}), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 heures.
Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18^e.
Groupe Fresnes-Antony : du mardi au jeudi, de 16 à 19 h, le vendredi de 14 à 19 h, le samedi de 10 à 19 h, le dimanche de 10 à 13 h, 34, rue de Fresnes, à Antony, métro Antony, tél. 668.48.58.
Groupe du 14^e : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure (Paris 15^e), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 heures.
Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tél. (23) 80.17.09).
Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.
Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
Groupe Voline : 26, rue Plat, Paris 20^e. Permanences le 1^{er} et 3^e jeudi de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
Guingamp : permanences FA tous les premiers samedis du mois, au centre de Persanquen, de 16 à 18 heures, au local de la Libre Pensée.
Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 14 à 19 heures.
Groupe FA de Limoges : table de vente tous les samedis de 15 à 18 heures, place de la République, à Limoges.
Groupe d'Angoulême : le samedi de 14 à 16 h, au 19, rue des Acacias, à Angoulême.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11^e (M^o République) - Tél. : 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

Les anarchistes intéressés par la création d'un groupe libertaire dans l'Eure-et-Loire peuvent contacter la toute nouvelle liaison de Chartres en écrivant aux Relations Intérieures.

Les personnes intéressées par l'anarchisme et prêtes à fonder un groupe sur Reims et sa proche région peuvent écrire aux RI qui transmettront.

A Toulouse et ses environs, un groupe anarchiste est en formation. Pour tous contacts : RI (pour FA Toulouse), 145, rue Amelot, 75011 Paris.

La liaison d'entreprise de la FA sur l'ORTF appelle les personnes intéressées à la contacter par le canal des relations intérieures.

Le groupe d'Evreux de la FA communique son adresse postale : CES, BP 237, 27002 Evreux Cédex.

Un groupe de la FA est en formation sur Deuil-Montmagny. Les personnes intéressées par la propagation de l'anarchisme peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Le groupe d'Amiens communique sa boîte postale pour tous contacts directs : GAA, BP 7, 80330 Longueau.

Le groupe Eugène Varlin vient de rééditer en fac-similé le N^o 1 de L'Anarchie de Libertad Prix 5 F En vente à Publico

Lisez le **MONDE LIBERTAIRE** hebdomadaire



Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

* *

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

Directeur de Publication Maurice Joyeux Commission paritaire n^o 55 635 Imprimerie « Les marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e Dépot légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 - Publi-Routage Diffusion SAEM Transport Press

L'AUTOGESTION

C'EST
L'EGALITE ECONOMIQUE par la SUPPRESSION des CLASSES et des PRIVILEGES.
LA COORDINATION de la totalité des fonctions SANS HIERARCHIE, SANS ETAT.
LA GESTION DIRECTE des entreprises par les travailleurs après avoir EXPROPRIE les PATRONS.
 c'est la condition indispensable à l'existence d'une SOCIETE LIBRE.



FEDERATION ANARCHISTE 145 RUE AMELOT 75011 PARIS

Affiche éditée par le groupe Malatesta Prix : 0,70 F à partir de 10 exemplaires 2 F l'unité au-dessous de 10 exemplaires Format 84 x 63

Contre les inégalités et les injustices sociales
ÉGALITÉ DES REVENUS
 FÉDÉRATION ANARCHISTE 145, RUE AMELOT - 75011 PARIS

Ces deux autocollants viennent d'être édités par le groupe de Montreuil.

Que personne ne décide à notre place : 1,50 F l'unité, 0,50 F à partir de 10 exemplaires, et Égalité des revenus : 1 F l'unité et 0,40 F à partir de 10 exemplaires.

DANS NOTRE VIE DANS NOS LUTTES

QUE PERSONNE NE DÉCIDE À NOTRE PLACE



FÉDÉRATION ANARCHISTE 145, RUE AMELOT - 75011 PARIS

Sommaire

PAGE 1 La France socialiste a quatre mois
PAGE 2 Activités des groupes FA
PAGE 3 En bref Amis Lecteurs Bravo les flics Le 15 octobre... Congrès de Sat-Amikaro
PAGE 4 A Boulets Noirs Dans les manifs... Le monde syndical
PAGE 5 La rentrée Sac et corde
PAGE 6 Immigration Les effets de l'amnistie

PAGE 7 Les effets de l'amnistie (suite) L'arnaque Une vraie politique nucléaire
PAGE 8 La misère la plus noire Une vraie politique nucléaire (suite)
PAGE 9 Informations internationales
PAGE 10 89,6 Fête à la Cartoucherie Sélection
PAGE 11 Histoire intérieure du PC Rude Boys
PAGE 12 Sélection
PAGE 12 La France socialiste... (suite) La manne des nationalisations

Abonnez vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n ^o	50 F	55 F	78 F
26 n ^o	95 F	110 F	150 F
52 n ^o	180 F	210 F	280 F

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration :

145, rue Amelot 75011 Paris

Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom
 N^o Rue
 Code postal Ville
 à partir du N^o (inclus) Pays
 Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien
 Règlement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.

en bref...en bref...

Une fête de toutes les radios libres se déroulera sur l'esplanade de la gare Montparnasse, le samedi 19 septembre. Radio-Libertaire sera présente.

Le numéro 2 d'Infos et analyses libertaires est paru. Ce journal est édité par le groupe anarcho-syndicaliste de Perpignan, les liaisons de la Fédération anarchiste de Sète, le groupe FA de Béziers et le Syndicat autogestionnaire des Paysans. Au sommaire de ce numéro : les syndicats après l'élection de Mitterrand; quelques syndicats en rupture; la viticulture dans le midi; l'autogestion vécue...

Futurs espérantistes, une nouvelle adresse pour s'initier à l'esperanto, à partir de fin octobre. Pour tout renseignement : Esperanto migrant, 67, avenue Gambetta, 75020 Paris (tél. 797.87.05).

Dominique Kech est en grève de la faim depuis le 10 août à Metz, pour refus du port de l'uniforme. Dominique est objecteur de conscience.

Artisans du Monde : une boutique pour acheter, mais pas seulement; une boutique pour s'informer, mais aussi un centre de renseignements, de dialogue et d'échanges sur le Tiers-Monde. Pour en savoir plus sur Artisans du Monde, une adresse : 20, rue de Rochechouart, 75009 Paris, tél. 878.55.54. A noter qu'il existe des groupes Artisans du Monde en province.

Contribution à l'histoire du mouvement espérantiste ouvrier : à l'occasion du congrès de SAT, l'Institut de Littérature ouvrière allemande et étrangère a lancé un appel pour préparer une exposition sur l'histoire du mouvement espérantiste ouvrier de 1911 à 1981. Beaucoup de documents seraient très utiles pour les recherches historiques, toute personne pouvant fournir des informations, prêter ou donner de tels documents, peut écrire en français ou en esperanto, à SAT-Amikaro, ou bien en Allemand ou esperanto à l'Institut für Deutsche und Ausländische Arbeit literatur, Ostenhewweg 56-58, D 4600 Dortmund. SAT-Amikaro : 67, avenue Gambetta, 75020 Paris.

VA FALLOIR QUE JE PENSE A M'ABONNER AU MONDE LIBERTAIRE.



Amis Lecteurs

Dans trois mois, *Le Monde libertaire hebdomadaire* doit paraître sur douze pages. Ces quatre pages supplémentaires sont un but que nous devons atteindre pour donner à notre journal une nouvelle dimension et lui permettre de prendre une place plus importante dans un environnement hostile.

Le Monde libertaire tient dans la presse révolutionnaire une place unique que nous devons préserver et agrandir. La formule des huit pages limite nos possibilités, tant dans le contenu que dans sa présentation. Douze pages, c'est réellement un objectif qui augmentera l'intérêt du journal et par là même son audience.

Dans nos précédents numéros, nous vous avons fait part de nos difficultés financières, nous n'y reviendrons pas. La réussite de cette augmentation de la pagination devra y remédier et apporter également une meilleure assise rédactionnelle. Nous comptons, durant les trois mois à venir, sur votre aide, vous tous qui êtes concernés, afin d'effectuer une bonne campagne publicitaire et une souscription conséquente.

Pour cela, amis lecteurs de province et de Paris, nous vous demandons :

- De vous assurer de la bonne vente du ML en kiosques : faites-nous part de vos observations, des points de vente importants non fournis...;

- De faire connaître le journal autour de vous;

- D'y abonner vos amis.

Le meilleur soutien financier reste le virement automatique mensuel de 20, 30 ou 50 francs... Pour ce faire, il vous suffit de nous adresser un relevé d'identité bancaire ou postal et le montant de votre souscription, nous prendrons ensuite contact avec vous.

Les administrateurs
P. BEDOS — J. RÉMOND

Bravo les flics !

DURANT le mois d'août, à la Seyne-sur-Mer (Var), une fillette de cinq ans, Marlène Gilbert, a été victime du trop bon fonctionnement d'une sanisette, ces vespasiennes nouvelle version. Elle est restée plusieurs jours en hôpital de Marseille avant de mourir. Ces sanisettes sont séparées en deux parties, un habitacle réservé au public et un local technique servant au nettoyage (brosse automatique, détergents, etc.) de la cuvette.

Ce jour-là, la fillette utilisant seule l'habitacle, est restée coincée dans la cuvette trop grande pour elle. Les détecteurs ne réagissant pas (et pour cause), la phase de nettoyage s'est déclenchée automatiquement.

Un point important : la société Decaux, propriétaire des sanisettes avait distribué, comme d'habitude, aux commissariats et aux casernes de pompiers de la ville, un dépliant fort clair indiquant la façon d'ouvrir la sanisette en cas d'alerte. Une trappe est prévue sur le toit pour déverrouiller

la porte. Les flics, à quatre cents mètres de la sanisette, ont refusé d'intervenir, prétextant que c'était du ressort des pompiers. A la Seyne-sur-Mer, au mois d'août, les pompiers ont mis vingt-cinq minutes pour faire cinq kilomètres. Le temps perdu aurait été capital pour sauver Marlène. D'ailleurs, la société Decaux envisageait de se retourner juridiquement contre les flics finalement responsables de cet accident. Dans le même temps, la ville de Paris envisage d'en installer trente par mois jusqu'à la fin de l'année, alors prudence !

On nous répète que les flics veillent sur nous avec bienveillance, mais nous ne savions pas encore que ces bons pères de famille refuseraient de secourir une fillette écrasée dans une sanisette. Aussi, quand vous croiserez un de ces braves hommes, à la Seyne-sur-Mer et ailleurs, n'hésitez pas à leur adresser tous vos compliments. Ça les reconfortera en attendant le jour où...

Jo la Bavure

Ecoutez Radio-Libertaire

Radio libre de la Fédération anarchiste émettant sur Paris



Tous les jours
sauf le dimanche
de 18 à 22 h.

Sur 89,6 MHz — F.M.

« Le 15 octobre, j'enlève mon dentier »

PLUS le temps passe, plus les faits semblent montrer que le mouvement des femmes, en tant que mouvement social, a perdu toute autonomie et toute spécificité.

Plus le temps passe et plus il devient évident que les organisations qui existent en son sein sont « noyautées », récupérées (du fait du mode d'organisation qu'elles s'étaient choisies) par des groupes, des forces trouvant leur origine ailleurs que dans la défense des intérêts propres aux femmes : PC-PS, cathos divers, gauchistes...

Le coup de publicité de la belle Myriam-Avenir en fait une fois de plus la démonstration. Montrant qu'à travers leur bla-bla d'intellectuelles tertiaires et de « femmes » de cadres de « gôche » elles ne font que rejoindre les calotines et autres curailoneries intégristes, les organisations féministes, déjà disqualifiées après leur misérable exhibition devant la rédaction de *Charlie-Hebdo*, continuent à s'enfoncer lamentablement. Ce qui est plus grave, c'est qu'elles continuent à enfoncer avec elles l'image du véritable mouvement des femmes, c'est-à-dire les légitimes revendications de la population féminine.

Protester contre la nudité et contre son étalage est la pire des conneries « réactionnaires » qui puisse exister. Et protester contre l'utilisation par la publicité de cette nudité est une hypocrisie qui sent la sacristie à 3 247,3 kilomètres : il n'y a pas de « bonne » publicité, une pub qui serait « propre » et une autre qui serait « sale ». La publicité, c'est de la merde, un point c'est tout ! Quoi qu'elle puisse montrer...

La Ligue des Droits de la Femme prétend qu'il s'agit là d'agression autant contre l'homme (le quel ?) que contre la femme (laquelle ?) : à la « femme-objet » correspondrait « l'homme machine à bander ». L'idéologie sous-jacente à ce genre de discours tient plus de la paranoïa responsabiliste que de l'analyse, dans le mépris où elle tient les unes et les autres. En effet, hommes et femmes, nous sommes également considérés comme ne pouvant être que de « pauvres petits », en tout cas des cons sans esprit critique, incapables de désirs naturels et forcément manipulés par quelque Grand-Satan, blotti dans son coin d'ombre et prêt à bondir.

Mesdames, la nudité n'est et ne peut être un facteur d'aliénation. Mais ce qui l'est, et ce qui fait fonctionner le système hommes/femmes ainsi que celui de l'asservissement de la dimension désirante des individus aux conditions d'existence engendrées par le système capitaliste et étatique, c'est l'interdiction et la rétention de la nudité.

Banaliser la nudité et l'image des corps est le seul moyen qui permette de dépasser la société d'interdits dans laquelle nous sommes. C'est le seul moyen qui puisse exister de combattre la mise en scène de ces corps et la récupération des pulsions érotiques à des fins marchandes. C'est ce système d'interdiction qui permet la sublimation de nos pulsions sexuelles en énergie de

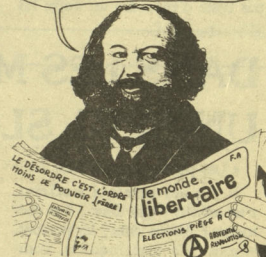
recherche de pouvoir et de domination, soit également en soumission au système du pouvoir.

Banaliser la nudité, c'est franchir un pas dans l'escalade vers la réalisation de notre désir, en donnant plus de prix au contact sensuel entre les corps. C'est casser le moule du repliement schizophrénique individuel produit par l'expansion de plus en plus grande des structures de pouvoir social. Lequel repliement, en retour, rend possible et même nécessaire l'expansion de ces structures de domination. Il s'agit de démystifier l'érotisme qui s'est attaché aux images pour le réinvestir dans la réalité sensible. Et non de le supprimer !

Et pour cela, chères dames, la seule action intelligente de votre part eût été, au lieu de jouer aux bonnes sœurs, d'afficher dans tous les coins possibles d'autres images de nus. Et pourquoi pas d'hommes nus ? Car il n'y a pas de raison pour qu'il n'y ait que les femmes qui aient le droit d'être nues, d'être vues, d'être belles...

S.P.

NOTEZ BIEN LA NOUVELLE ADRESSE DE LA LIBRAIRIE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE :
145, rue Amelot 75011 PARIS
A BIEN TÔT...



Congrès de Sat-Amikaro

Le 54^e congrès de l'Association anationale mondiale (Sat-Amikaro) s'est tenu à Bâle, Suisse, du 1^{er} au 8 août en présence de 310 participants de 17 pays (parmi lesquels le Canada, la Pologne, l'Irlande du Nord, Israël...).

La motion finale du congrès note que les facteurs économiques imposent de manière continue des discriminations entre les hommes, les pays et les races et exigent de tous ses membres qu'ils collaborent le plus possible avec tous ceux dont les idées de base visent à la disparition de cette situation. Le comité des associations de travailleurs espérantistes a décidé d'explorer et de développer des formes concrètes de communication et d'information et de favoriser les contacts entre travailleurs et syndicats de divers pays.

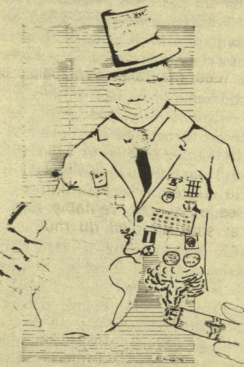
Le congrès propose face au problème linguistique dans les relations entre les peuples que chacun doit en principe renoncer à utiliser la propre langue nationale dans les relations avec les autres peuples; et la langue esperanto, également étrangère et propre à chacun, doit devenir la seconde langue pour chacun comme langue commune pour l'utilisation internationale et l'expression d'appartenance à la plus large communauté humaine.

Secrétariat aux Relations extérieures

A BOULETS NOIRS

Centrafrique

S'il y eut un moment ces derniers temps où l'on pouvait ne pas écouter *Radio-Libertaire* (89,6 MHz, de 18 à 22 heures), c'était le 4 septembre sur Antenne 2, vers 20 h 15. En effet, le nouveau chef de l'Etat centrafricain nous présentait son gouvernement, et ça valait le détour...



Une bonne dizaine de militaires bien comme il faut : le bérêt rouge bien de traviole sur la gueule, le salut avec le petit doigt sur la couture, bref des modèles du genre. Voilà-t-il pas qu'on commence à nous les montrer un par un. C'est alors que l'un d'eux apparaît en plan rapproché, nous salue (à sa manière), nous dit son nom, et puis tout à coup ne sait plus où se mettre, regarde à gauche, à droite, et puis par terre et en l'air, encore à droite... Bordel, il savait plus de quoi il était ministre ! C'était de quoi d'entendre un autre lui

souffler : « Ministre de l'Economie et des Finances »... Pas triste, oui mais après coup on se dit que ces gens-là vont prendre des décisions...

G.L.

Tirons l'échelle...

A Manufrance, « coopérative ouvrière », les traitements des directeurs viennent d'être fixés à 20 000 francs par mois, ceux des « grands chefs de service » à 18 000 francs...

Rappelons que les quelques 500 ouvriers et employés qui se sont engagés dans l'entreprise, ont versé, eux, leurs indemnités de licenciement de l'ancienne société pour constituer un début de capital et qu'ils perçoivent des salaires quatre ou cinq fois moins importants.

Une coopérative est constituée de... coopérateurs, à égalité de droits. Mais comme dirait *Le Canard*, il doit y en avoir qui sont plus égaux que d'autres !...

Les productions de MF : armes, cycles, machines à coudre... et une superbe échelle hiérarchique dernier cri, modèle Krasuki...

Faut pas chiner...

On n'insistera jamais assez sur les beautés du socialisme réel, qu'il soit moscovite ou pékinois. Ainsi, nous venons d'apprendre que : « pratiquant énergiquement la planification familiale, la Chine de M. Deng Xiaoping vient de franchir un pas de plus dans la limitation des naissances. Il était déjà recommandé aux femmes d'utiliser des préservatifs;

il leur est désormais interdit de se faire retirer de façon « illégale » leur stérilet. Il s'agit là de « sabotage de la planification familiale », a estimé la semaine dernière le quotidien pékinois *Clarté*. Ce journal cite une circulaire du ministre de la Santé menaçant de prison ceux qui se livreraient à de tels crimes. »

Cette éblouissante « *Clarté* » nous apprend également que dans certaines régions de Chine : « chaque organisation ou localité reçoit un quota de naissances annuel, et les couples doivent généralement demander l'autorisation de procréer. »



Pour ainsi dire, il faut demander la permission... Et se faire délivrer un bon à tirer... Avouez que dans un tel régime, on doit surtout avoir envie de tirer des coups de fusils...

S.B.

DANS LES MANIFS, UN SEUL SLOGAN :

« Les patrons avec nous ! »

Il y a des gens qui souffrent, c'est affreux ! Qui donc ? Les chômeurs ? Allons donc, les patrons, voyons ! Ils sont inquiets, complexés, mal aimés. C'est même pour ça que le chômage augmente. Il faut à tout prix (c'est le cas de le dire) les rassurer, les conforter et faire comprendre aux prolos qu'ils doivent la mettre en veilleuse, hein ! On ne peut pas tout faire tout de suite, bande d'impatiens...

Bien sûr, tout le beau monde politique et syndical de la gauche, tous les porte-voix hi-fi, tous les porte-plumes en or massif et à encre rose sont mobilisés pour l'occasion. Ainsi, dans *Le Progrès* de Lyon, Jean Boissonnat constate que le chômage augmente. Il en déduit finement : « Tout cela signifie qu'il y a de plus en plus de licenciements et que les entreprises n'embauchent plus. » C'est bien vrai, ça...

De cette analyse subtile, il ressort « qu'il faut donc mobiliser les patrons et, pour cela, les rassurer. » Pour qu'ils ne voient plus la vie en morose, sans doute...

Après avoir rappelé ces fortes paroles du père François à l'adresse des singes et des tauliers de tout l'hexagone : « vous ne serez pas des boucs-émissaires, Boissonnat nous avertit, à propos de la bataille de l'emploi : « on ne la gagnera pas en excitant la lutte de classes, mais au con-

traire en l'apaisant autant qu'il est possible. »

C'est ça, et pour nous apaiser, il n'y a pas de meilleur moyen que de nous endormir.

Liberté chérie (et renchérie)...

Un qui est à peu près de l'avis de Boissonnat, c'est le camarade Edmond Maire qui a fait sa rentrée en étalant sa prose pendant deux jours dans *Le Monde*. N'étant pas matérialiste, sa dialectique n'en est que plus époustouflante. C'est ainsi qu'il nous affirme simultanément que « le socialisme commence aujourd'hui » et que « la liberté d'entreprendre et d'innover est indispensable à une société vivante. » Vive le patronat libre, camarades !

Un autre partisan de la liberté — une sorte de libertaire, quoi ! — c'est le camarade Delors, vétéran de la CFDT. Mais lui, c'est la liberté des prix qu'il défend. « Si on bloque les prix, a-t-il expliqué, les revenus le seront aussi. » Il a oublié ce grand... économiste que, lorsque les prix grimpent, les salaires s'essouffent à vouloir les rattraper et le pouvoir d'achat dégringole.

Pas étonnant que ce Delors soit aussi bien coté en Bourse...

Tout n'est pas possible (air connu)

Un syndicaliste « révolutionnaire » et « autogestionnaire » comme Maire devrait tenir ce langage : « en toute logique,

s'il y a du chômage, c'est qu'il y a trop de produits. S'il y a trop de produits, il faut réduire la durée du travail pour partager celui-ci entre tous et augmenter le pouvoir d'achat de tous pour partager de même les dits produits. » Eh bien non ! Ce n'est pas ce qu'il dit l'Edmond. Selon lui, il faut choisir entre le chômage et l'augmentation des salaires, « faire passer, affirme-t-il, la réduction de la durée du travail et la création d'emplois avant l'augmentation du pouvoir d'achat pour tous. »

Quand la gauche était dans l'opposition, elle proclamait qu'il fallait rattraper le retard pris à cause de Barre et de Giscard, que les travailleurs devaient bénéficier de l'augmentation de la production, etc., etc.

C'est loin, tout ça, oublié, du passé faisons table rase. Aujourd'hui, Maire nous avertit : « les données économiques et monétaires se vengent durement lorsqu'on veut les oublier. » Il veut nous faire admettre l'irrationalité du système. Comme ses copains les politiciens de gauche, il veut que nous nous persuadions que rien d'autre n'est possible. C'est le socialisme « auto-suggestionnaire » !...

Il doit bien y avoir déjà quelques illusions qui s'envolent. Comme aurait dit Thorez, s'il était toujours parmi nous : « travailleurs, il faut savoir terminer un rêve... »

S.B.

Le monde syndical et la gauche au pouvoir

DEPUIS des lustres qu'ils l'attendaient, le voilà ! Un gouvernement de gauche est en place avec une large majorité au Parlement, pour, bien sûr, effectuer en toute quiétude les préparatifs du grand changement.

Tournons-nous un peu vers le passé... Au moment du Front populaire, le PC fraîchement sorti de la ligne dite « classe contre classe » en vient à une conception large de l'anti-capitalisme. Il ne s'agit plus de combattre le capitalisme en tant que tel, mais de défendre toutes les victimes du « grand capital ». On ne considère plus le capitalisme comme un rapport économique, mais comme le méfait de grands capitalistes soigneusement répertoriés. Dans ce front des mécontents, des victimes des grands méchants, l'adjectif « prolétarien » devient alors « populaire ». L'union la plus large doit se faire pour répondre aux exigences gouvernementales de la nouvelle ligne du PC. Le « classe contre classe » déjà cité deviendra « l'union de la nation française », renforçant ainsi l'idée que les habitants de la zone géographique appelée France avaient tous les mêmes intérêts. De quoi abonder dans les dessins du capital : assurer l'union sacrée pour une guerre prochaine ! En fait, le PC, bien qu'il s'en défende toujours, gèrera les affaires du capital puisque doctrinairement ils sont pour un capitalisme d'Etat.

Au congrès de la SFIO, en mai-juin 1936, Zyromski dira : « il est évident que nous allons au gouvernement, non pas pour nous contenter de gérer les intérêts de la société bourgeoise, mais pour attaquer la racine, le principe même de la structure du régime capitaliste ». Ce sont des déclarations que l'on ne trouve pas dans la presse officielle du PC, mais ces belles paroles ne se retrouvent pas toujours dans les actes. Il est vrai que le Front populaire, poussé ne l'oublions pas par les grèves de 1936, a apporté des améliorations non négligeables aux conditions de vie des travailleurs (congés payés, salaires...), il est vrai que la menace du fascisme était préoccupante, mais le problème de fond reste. Ni le PC, ni la SFIO, ni la CGT (réunifiée avec la CGTU) ne voulaient favoriser une évolution qui entraînerait une véritable remise en question du capital. Le but était de ne pas effrayer les classes moyennes, les choses devant se faire. Citons Léon Blum à ce même congrès de la SFIO en 1936 : « La ruine de la société bourgeoise est en réalité une chose accomplie (...). Un régime social est ruiné quand il est entré en contradiction avec lui-même (...). Par conséquent, le changement, il se fera dans la virtualité des choses. Il est en grande partie fait. » Affirmation toute gratuite... quand il faudra passer à des actes de solidarité élémentaire, comme l'aide à l'Espagne révolutionnaire, le Front populaire sera réduit à l'impuissance.

Le mot fameux du dirigeant communiste Thorez « il faut savoir terminer une grève » est bien connu. Frachon, secrétaire de la CGT, militant du PC, avait pourtant pondu quelque chose de supérieur et de très clair : « nous savons que beaucoup de patrons ne respectent ni les lois sociales, ni les conventions collectives. Je comprends votre indignation devant ces manquements. Eh bien, malgré cela, nous vous demandons de ne pas occuper les usines et d'éviter les grèves dans toute la mesure du possible. » (Cité par M. Thorez, le 10 juillet 36 à la Conférence nationale du PCF). Là, on ne saurait être plus clair, et Frachon ne parlait pas des entreprises nationalisées !

A la Libération, le PC est à nouveau au gouvernement, la grève à encore à l'index, c'est « la meilleure arme des trusts ». Dans son livre *Militant de base* (Mercure de France, 1971), Gabriel Enkiri fait dire à un vieux tourneur qui avait connu l'époque des « il faut retrousser ses manches » et de chronos : « songe, mon p'tit que le mot d'ordre à

l'époque, c'était produire d'abord, revendiquer ensuite. Tu parles d'un programme syndical ! Dans un régime à nous, je ne dis pas. Il aurait fallu faire un effort, on l'aurait fait. Mais en régime capitaliste ! Le Parti avait même désigné des camarades pour surveiller la production dans les ateliers, des mouchards, quoi (...). Il fallait remettre le capitalisme en selle. Nous, on a été sacrifiés. »

Revenons à notre époque où, pour la première fois depuis des lustres, la gauche est au pouvoir et, semble-t-il, de manière confortable. Au début des années 70, entre le PC, le PS et les Radicaux de gauche, le Programme commun était signé. Les différents avatars de cet accord (qui prévoyait entre autres comme méthodes suprêmes pour l'avènement du socialisme la nationalisation d'un nombre important d'entreprises) sont connus, les répercussions au niveau syndical aussi. La CGT prenait parti (sic) pour le PC, la CFDT, autonomie engagée, pour le PS. Mais depuis le mois de juin, nous avons un gouvernement socialiste avec quatre ministres communistes. Les diverses positions des centrales syndicales sont banalement prévisibles... Au lendemain de la victoire de F. Mitterrand, E. Maire courrait à ses pieds pour pouvoir être le premier à faire acte de soumission. Ça y était ! Finies les angoisses passées (souvenez-vous des affiches qui, en 1975, lançaient le débat : « comme ton patron, adhère au PS »). « On » était au gouvernement, tout allait bien. Avant les élections, on mobilisait les travailleurs pour les 35 heures, maintenant il faut être « raisonnable » et accepter les 39 heures... De qui se moque-t-on ? Des travailleurs, bien sûr ! Et de belles affiches d'expliquer que le « gouvernement propose » donc « la CFDT est d'accord » (pour les 39 heures). La gauche étant au pouvoir, le patronat, comme par un coup de baguette magique, est impuissant, mais attention, il faut être raisonnable.

La CGT, elle, mesure tout à l'échelle des quatre ministres communistes. Le gouvernement, explique-t-on aux syndiqués, est presque à côté de nous, quand on est reçu dans les ministères, il y a un véritable dialogue, mais attention, le patronat est toujours là ! Question subsidiaire : à quel nombre de ministres communistes au gouvernement la CGT aurait-elle accepté de signer l'accord sur les 39 heures ?

Comme le quota pour un « véritable changement » n'est pas atteint, « la CGT tient à conserver son autonomie et son droit critique » (Krasuki, 8 septembre discours de rentrée de la CGT). Autres composantes du mouvement syndical, FO et la FEN, qui sont égales à elles-mêmes, Henry, au ministère du Temps libre, surenchère sur la CFDT et Bergeron, indépendant du gouvernement, cherche tous les moyens de conciliation « sur le tapis vert ». La situation lui semblerait même favorable. La CFDT, avec son recentrage, et maintenant sa « prudence », ne devient qu'une pâle copie de FO qui a plus d'expérience sur ce terrain. La CGT, pour revenir à elle, valse constamment, engagement critique, quoi !

La gauche au pouvoir en 81, ce ne serait que 35 heures en 88 et 62 centimes de plus sur le taux horaire du SMIC ? Pauvres cochons de payants de cotisations syndicales ! Eux qui croyaient être dans des organisations adultes et qui n'avaient pas besoin de partis politiques pour leur tenir la main ! Que PC, PS et consorts se chamaillent pour réorganiser l'Etat à leur saute, c'est leur affaire ; à nous, militants anarchistes dans les syndicats, de propager partout l'idée-force que ce n'est pas le terrain sur lequel doivent se battre les travailleurs, et de renforcer cette idée pour notre militantisme quotidien. Nous ne voulons ni gêner ni modifier l'Etat, nous voulons sa destruction !

Jean-Pierre GERMAIN

ÉDUCATION

Une rentrée... qui se voudrait tranquille

LA maussaderie traîne sous les préaux d'écoles. Comme l'an passé, des milliers d'écoliers sortent les cartables des placards pour rentrer d'une façon échelonnée. Certaines académies leur offrent quelques jours supplémentaires de vacances en vue d'organiser correctement la rentrée. Le panier de la ménagère, quant à lui, nous montre comme tous les ans à la même époque que l'école « gratuite » coûte cher : une augmentation de 15%, un cartable complet revient de 400 à 1 200 francs. Sans parler du scandale de l'édition scolaire qui permet aux maisons d'éditions d'imposer chaque année un nouveau manuel (même si le seul changement est la numérotation des pages). Cette rentrée coûte cher, aux parents et aux ensei-

Tout comme sous le règne de Beullac, les grands problèmes demeurent aigües. Les postes budgétaires offerts en juin ne suffisent pas, dans la plupart des cas, à annuler les mesures de fermetures de classes prises par les comités techniques paritaires. De plus, le gouvernement Giscard s'est dépêché d'entreprendre dans certaines académies des mesures législatives et administratives empêchant toute modification de la carte scolaire autant au niveau du primaire que du secondaire. Les auxiliaires ne seront pas titularisés et de plus tous n'ont pas obtenu la garantie de réemploi dans des conditions satisfaisantes. Les clas-

ses de plus de trente élèves sont encore de rigueur.

Et pourtant, des promesses ont été faites. Certaines ont été tenues (abrogation des décrets autoritaires sur le droit de grève des directeurs et divisant le corps des instituteurs, l'obligation de remplacement dans le secondaire,

ne touchent pas directement le capitalisme. Le reste, les mesures budgétaires, ne suit pas. Il revient donc aux travailleurs de la fonction publique de les imposer.

Antérieurement, la situation sociale était bloquée par le gouvernement Giscard-Barre qui désirait privatiser (et s'attaquer ain-

a tenus, les autres... résulteront directement de la lutte. Les revendications qui touchent directement au budget de l'Etat, à la hiérarchie ou au rôle sélectif de l'école ne seront victorieuses que dans la mesure où un rapport de force favorable aura été créé. Et ce n'est pas ce que nous préparent Etat et syndicats.

C'est le moment où jamais d'avancer des mots d'ordre s'attaquant directement à l'autoritarisme étatique : lutter contre la sélection accrue, abrogation des lois Haby, à travers des revendications salariales unitaires et anti-hiérarchiques, proposer le corps unique des enseignants. A travers l'élaboration de cahiers noirs de l'école où conjointement travailleurs et enseignants déterminent les besoins scolaires, c'est vers une école au service de la classe ouvrière que nous nous engageons. Les enseignants ne peuvent plus se contenter de mesures gouvernementales mitigées et leur faisant supporter les retombées de la crise. Les revendications primordiales telles la titularisation immédiate des auxiliaires, la lutte contre la hiérarchie ou les aides publiques à l'école privée doivent être avancées en cette rentrée et non repoussées aux calendes grecques par le ministère et les syndicats. Puisque la situation ne semble plus bloquée par un gouvernement de droite, mettons les socialistes au pied du mur : que le ministère s'engage dans un calendrier social aux pour-tours correctement définis et avançant des propositions avan-

tageuses pour les travailleurs (diminution du temps de travail, augmentations uniformes), nous verrons ainsi s'ils se mettent comme ils tenteraient de nous le faire croire au service de la classe ouvrière. Nous savons bien que nous n'avons rien à attendre d'un tel gouvernement, mais les luttes anti-corporatistes le mettront face à ses derniers retranchements.

Les centrales syndicales se sont appuyées sur une situation sociale bloquée pour éviter tout affrontement et écarter les revendications unitaires et s'opposant à la division syndicale. En cette rentrée, elles montreront elles aussi leur véritable nature et sont au pied du mur : les motions de congrès doivent sortir des tiroirs pour être étudiées sur le terrain. La FEN devrait donc avancer des mots d'ordre tels la titularisation des auxiliaires, l'abrogation des lois antilais, la lutte contre la hiérarchie et la sélection, et mettre tout en œuvre pour les voir appliqués. Elle aussi est au pied du mur. Les enseignants n'ont rien à attendre d'un bureaucrate ayant joué la carte de la division (autant au SNES qu'au SNI), briseuse de grève, collaborant sans discontinuer avec le gouvernement. Les mouvements de grève et de lutte l'ont montré : l'unité, les assemblées générales décisionnelles conduisent à la satisfaction des revendications et à une école véritablement au service des travailleurs.

Thyde ROSELL



l'extinction du corps des PEGC, etc.). Elles résultent pour la plupart de simples jeux d'écriture et font partie de la charrette de mesures populaires et donc payantes (peine de mort, loi Peyrefitte, nationalisations...), mais

si au statut des fonctionnaires) la fonction publique. Aujourd'hui les travailleurs attendent que le gouvernement socialiste tienne ses engagements. Ceux qu'il avait envie de prendre (les moins coûteux en quelque sorte), il les

PARTIS POLITIQUES

SAC ET CORDE

LA période des vacances a vu se dérouler un vrai « polar à la française » avec tueurs sadiques, parti politique furieux, secrétaire d'organisation barbouze, etc. Je veux parler bien sûr de la « tuerie d'Auriol ».

Les faits d'abord : l'inspecteur Jacques Massié a été « éliminé » avec toute sa famille par les nerfs d'une organisation bien connue, le SAC (Service d'Action civique); en tout, six personnes, dont un enfant. Cela, bien sûr, avec la dernière des sauvageries. Au-delà du fait divers morbide, qu'en est-il de cette organisation ? Le SAC a été formé lors du « coup d'Etat » de 1958 pour servir de troupe de choc aux gaullistes, spécialisé dans les services d'ordre musclés, la lutte anti-OAS, la protection rapprochée des hommes politiques et le collage des affiches de l'UDR de l'époque.

Cette organisation, que l'on peut considérer comme para-militaire, ne tarda pas à faire parler d'elle par ses agressions contre des militants de toutes tendances politiques différentes de la sienne, son comportement raciste (surtout envers les Maghrébins) et diverses exactions, mais elle resta cependant un bon moment

dans l'ombre. Avec l'avènement de Pompidou, une nouvelle politique se dessine en son sein, celle de se rapprocher de plus en plus de l'extrême-droite, tout en noyant d'autres organisations (police, syndicats, mouvements nationalistes); mais cette officine de barbouzes, déjà bien ancienne, s'ouvre de plus en plus à des éléments plus que douteux et commence à faire parler d'elle dans la gazette des tribunaux.

Au Havre, par exemple, entre autres, trafic de faux billets, vente de champagne volé, etc. Mais sous le régime pompidouien, puis sous le régime de Giscard, la carte barrée de bleu-blanc-rouge (ce qui est interdit) est un passe-partout très efficace. Seuls certains partis (entre autres le PC) et organisations dénoncent ses agissements.

Alors arrive la gauche au pouvoir, et le SAC continue dans la dé faite son boulot, mais survient l'affaire que l'on ne peut cacher aux médias, Auriol, et l'on reparle des sbires de l'ancien pouvoir.

Pour Auriol, il est difficile de savoir ce qui s'est réellement passé : récupération de documents compromettants, rivalité entre l'ancien (Massié) et le nouveau patron inculpé (J.-J. Maria)

ou simple élimination d'un « compagnon d'armes » qui aurait été prêt à passer du côté du manche (au PS ?). Toujours est-il que l'on a inculpé six personnes pour le meurtre, plus une floppée de comparses, et surtout un morceau de choix, Pierre Delizet. Ce monsieur, secrétaire général du SAC, conseiller personnel du président Bongo pour les affaires de sécurité, nie tout rapport avec l'affaire et seule l'enquête, si elle aboutit, permettra de savoir ce qu'il en est exactement, mais il semble bien improbable qu'une telle action ait été montée à son insu.

Pour nous anarchistes, en dehors du fait divers, cela ne fait que nous conforter dans notre opinion que tous les politiques sont pourris, mais pas seulement ceux du RPR, et il n'y a pas que chez eux de telles pratiques sont monnaie courante, sans peut-être aller si loin.

Même si jusqu'au gouvernement on nie que l'assimilation RPR égale SAC doit être faite, il n'en reste pas moins vrai que c'est la politique qui fait agir tous ces pseudo-services d'ordre (celui du PC, pour la violence, n'est pas mal non plus) et même s'ils échappent parfois à leurs commanditaires, ceux-ci n'en sont

pas moins responsables de leurs agissements. De plus, il est certain que l'existence de tous ces groupements para-militaires regroupant souvent des adeptes de la violence pour la violence,

thode trop simple pour ne pas avoir ses adeptes, d'autant plus qu'un tas de paumés (ex-légionnaires, boxeurs, etc.) se retrouvent en leur sein, non pour militer, mais pour faire le coup



de l'auto-défense offensive, etc., est un danger. S'entraîner au combat, faire de la force brute, un argument, est une mé-

de poing. On ne dénoncera jamais assez le danger de telles officines.

A.P.

IMMIGRATION

Problèmes humains, problèmes économiques

LE problème des immigrés est un problème délicat pour le gouvernement. En effet, le pouvoir socialiste se doit, aujourd'hui, de concilier ses proclamations d'avant les élections, avec la réalité dont il se veut et dont il est le gestionnaire. C'est-à-dire une économie capitaliste en crise, pour laquelle les gens ne sont, d'une part, que de la main-d'œuvre, et d'autre part, des consommateurs.

Qui dit main-d'œuvre dit mobilité dans celle-ci, afin de pouvoir s'adapter aux exigences de l'économie, et aussi surtout, stabilisation de cette force de travail potentielle.

Qui dit consommateurs dit maintien d'un certain pouvoir d'achat, nécessité économique s'il en est, ainsi que nécessité sociale de lier les intérêts de la population salariée à ceux de leurs exploiters.

Mais dans l'un et l'autre cas, le problème fondamental reste de limiter le chômage, à cause de la menace qu'un trop grand nombre de chômeurs non rémunérés représenterait, et à cause de la charge que fait peser sur l'économie leur indemnisation.

Par rapport à l'immigration, l'Allemagne fédérale a toujours eu une politique claire : les immigrés étaient un appoint de main-d'œuvre bon marché. En période de récession, il s'agissait purement et simplement d'en licencier un nombre suffisant; les licenciés étaient ensuite renvoyés dans leur pays d'origine, sans aucune considération d'ordre humanitaire : ceci permettait de garder un niveau de chômage minimal par rapport à la population autochtone. Ensuite, dès que l'inflation repartait, on importait à nouveau de la main-d'œuvre.

La politique française était beaucoup plus « floue » (c'est le mot à la mode), dans la mesure où l'immigration, en France, n'est pas un phénomène volontariste, mais le résultat d'un « passé » colonialiste : elle ne s'est imposée dans sa dimension économique que progressivement et de façon empirique, donc forcément confuse et non rationnelle. Le problème de l'immigration, en France, est donc plus le résultat de l'histoire politique des Etats européens que celui de mesures économiques limitées. C'est ce qui en fait la difficulté et qui fait intervenir des données que se trouvent dans le domaine de l'affectif et de l'idéologique, telles que racisme, anti-racisme, etc.

Un exemple illustrant la complexité du problème de l'immigration est celui des travailleurs algériens : nombre d'entre eux sont venus avant l'indépendance, à l'époque où cela représentait une « promotion sociale », et les liens qui les y maintiennent ne sont pas seulement de nature économique. Alors comment résoudre ce problème ?

Surtout que pour compliquer le tout, l'immigration est devenue un problème d'achat et de vente de main-d'œuvre qui résulte d'un traité entre des Etats et que les fournisseurs ont des moyens de pression pour faire accepter leur surcroît de population.

Lorsqu'il se trouvait dans l'opposition parlementaire, la situation du PS était simple : privilégier l'aspect humain et le principe de la liberté de circulation des individus sur l'économique.

Mais une fois au pouvoir politique, la situation n'est plus la même : le problème du chômage, s'il veut être résolu dans le cadre d'une économie capitaliste et étatique, implique de privilégier l'économique sur toute autre considération.

Le point essentiel de la stratégie du PS par rapport à l'immigration se situe donc autour des conditions d'entrée et de séjour des étrangers. Il s'agit d'établir un contrôle de l'Etat sur le mouvement de la main-d'œuvre, et de mettre en place une politique de l'immigration « à l'Allemande ». Pour cela, il faut couper avec l'ancienne immigration et sa conception empirique qui faisait que, pour l'Etat, elle était plus subie que conduite et contrôlée.

Mais aussi, il s'agit de restaurer le pouvoir et le contrôle de l'Etat sur des secteurs de la vie sociale qui lui échappaient : c'est le sens des trois volets que nous pourrions appeler « secondaires » dans la politique d'immigration que met en place le gouvernement.

Lutte contre le travail clandestin : aucun contrôle sur ce travail par définition et aussi sur l'entrée de main-d'œuvre non déclarée qu'il implique. Droit d'association des étrangers : aucun contrôle sur les regroupements et organisations qui peuvent se donner les travailleurs immigrés. Il s'agit d'institutionnaliser et donc de rendre inoffensives leurs organisations. Droit de vote des immigrés : le droit de vote, limité, devrait avoir pour but d'intégrer la population étrangère aux institutions qui les régissent. Il est fort probable que sur ce plan de fortes oppositions se feront jour et que l'on aboutira à une loi mitigée donnant un droit de vote limité aux étrangers de longue date (il s'agit d'entériner un état de faits), et aucun aux nouveaux arrivants qui entreront dans le cadre d'une politique de l'immigration uniquement asservie aux nécessités de l'économie et de l'Etat.

La libre circulation des individus ne pourra se faire que hors du cadre d'une économie capitaliste et hors du cadre politique d'un Etat, c'est-à-dire d'une autorité centrale qui veut régler tous les aspects de la vie sociale. L'immigration est le seul symptôme d'un mal profond : le développement des pays industrialisés s'est fait sur le dos de populations dont l'économie a été démantelée. La production des biens a été concentrée sur les territoires des conquérants qui sont les anciennes puissances coloniales d'hier. C'est ce qui a rendu possible et même nécessaire la révolution industrielle.

Bien que le lien politique Métropole-Colonie ait été rompu, les rapports économiques de dépendance mis en place par le colonialisme et adaptés par la « décolonisation » persistent.

Régler le problème de l'immigration suppose une redistribution à l'échelle mondiale des moyens de production des biens, ainsi que l'adaptation constante de la production aux besoins engendrés par les variations de la démographie qu'il importe de maîtriser. Ce qui ne pourra se faire que dans le cadre d'une société fédéraliste et an-étatique, c'est-à-dire anarchiste.

Serge
(Groupe Deuil-Montmagny)

JUSTICE

Les effets de l'amnistie...

APRÈS chaque élection présidentielle, une loi d'amnistie comme à l'accoutumée a été promulguée. Il est clair qu'en tant qu'anarchistes, nous n'avons rien à demander à l'Etat, quel qu'il soit et à plus forte raison à demander l'application de l'amnistie. Faut-il rappeler que les anarchistes ne sont pas contre la société, mais contre les structures hiérarchiques et oppressives qui la régissent. Aussi, notre combat se situe à l'encontre de tout pouvoir, même ouvrier; par conséquent nous n'avons rien à attendre de l'Etat, nous ne lui devons et ne lui rendons aucun service.

Nous refusons le service militaire et civil, non parce que nous sommes hostiles à la défense d'une collectivité, mais parce que ces services ne servent qu'au maintien d'un pouvoir en place et s'érigent comme le dernier rempart face à l'émancipation de tous les individus. L'armée, bourreau du peuple, est plus que jamais à l'ordre du jour au sein de ce monde taché par les effets de la répression.

Cette courte mise au point établie, demandez à bénéficier de la loi d'amnistie serait reconnaître que le pouvoir, d'une part, nous accorde son indulgence, d'autre part, que nous admettons notre culpabilité envers la société, quel que soit le délit commis. Libre à chacun, bien entendu, d'opter ou non pour le bénéfice de l'amnistie. Il nous a semblé intéressant toutefois de décrire, avec l'aide d'un avocat, le vocabulaire juridique propre aux textes législatifs, afin de dévoiler clairement qui est concerné par quoi. La loi d'amnistie n° 81-736 du 4 août 81, parue dans le Journal officiel du 5 août 81, est divisée en six chapitres : chapitre I : amnistie de droit; section 1 : amnistie en raison de la nature de l'infraction; section 2 : amnistie en raison du quantum ou de la nature de la peine; section 3 : contestations relatives à l'amnistie. Chapitre II : amnistie par mesure individuelle. Chapitre III : amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles et de certaines mesures administratives. Chapitre IV : effets de l'amnistie. Chapitre V : exclusion de l'amnistie. Chapitre VI : dispositions particulières relatives à la réhabilitation, au casier judiciaire et aux différents fichiers portant mention de condamnations pénales.

Je ne vais pas retranscrire entièrement le texte en question, mais simplement énumérer les points les plus ambigus sur le problème des délits militaires, de manifestations diverses, des délits de presse contenus dans les sections du chapitre I. Le reste est assez clair. Pour une bonne compréhension, le lecteur intéressé pourra se charger de feuilleter le Journal officiel (disponible au 26, rue desaix, Paris 15°).

SECTION 1 :

Le chapitre premier de la loi du 4 août 1981 énumère les infractions amnistiables de plein droit, en raison même de la nature de l'infraction. Il s'agit : a) de toutes les contraventions commises antérieurement au 22 mai 1981; b) d'un certain nombre de délits énumérés à l'article 2 de la loi; c) de délits précisés aux articles 3, 4 et 5 de la loi, constituant des infractions au Code de Justice militaire ou au Code du Service national.

En ce qui concerne l'article 2, il faut distinguer à cet égard : — les délits commis à l'occasion de réunions, de manifestations sur la voie publique, dans les lieux publics et les établissements universitaires ou scolaires, à l'occasion de conflits relatifs aux problèmes de l'enseignement et de conflits de travail, à l'occasion d'activités syndicales ou revendicatives (alinéa 2) : ceux-ci sont amnistiés complètement et sans restriction;

— et les infractions commises en relation avec des élections de toutes sortes ou avec des incidents d'ordre politique ou social survenus en France, à condition que ces infractions n'aient pas entraîné la mort ou des blessures graves (perte d'un membre, cécité, perte d'un œil ou infirmité permanente).

En d'autres termes, lorsque la loi anti-casseur aura été appliquée à l'occasion de manifestations sur la voie publique ou dans



les lieux publics, mais uniquement à l'occasion de conflits relatifs aux problèmes de l'enseignement et de conflits de travail ou à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives, l'amnistie sera encourue de plein droit quelle qu'ait été la conséquence des délits.

Par contre, pour les autres infractions commises à l'occasion de manifestations sur la voie publique ou les lieux publics, sans rapport avec des conflits d'enseignement ou du travail ou d'activités syndicales et revendicatives, l'amnistie de plein droit ne sera encourue que si ces infractions n'ont pas eu des conséquences graves telles mort ou infirmité. L'alinéa 6 de l'article 2 énonce, parmi les infractions amnistiables de plein droit, tous les délits de presse (injures et diffamations) ainsi que les délits d'outrages à la Justice (article 226 du Code pénal sanctionnant quiconque aura publiquement par actes, paroles ou écrits cherché à jeter le discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la Justice ou à son indépendance).

L'article 3 amnistie les délits suivants s'ils ont été commis antérieurement au 22 mai 1981 : insoumission, désertion à l'intérieur ou à l'étranger, provocation à la désertion, recel de déserteurs, mutilation volontaire et complicité, destruction par négligence de navires, d'aéronefs ou d'une installation quelconque à l'usage des forces armées, dissipation ou détournement d'armes, de munitions, de véhicules, de deniers, effets et autres objets, usurpation d'uniformes, de décorations, de signes distinctifs et d'émblèmes, outrages au drapeau ou

à l'armée, incitation à commettre des actes contraires au devoir ou à la discipline, refus d'obéissance, voies de fait et outrages envers des supérieurs, exercées hors du service, violences ou insultes à sentinelle ou vedette, refus du service dû légalement, voies de fait et outrages à subordonnés, abus, du droit de réquisition, infractions aux consignes.

Toutefois, l'insoumission et la désertion étant des délits continus, c'est-à-dire se poursuivant jusqu'à la reddition ou l'arrestation de l'intéressé, l'article 4 de la loi a prévu, pour les délits d'insoumission ou de désertion qui se sont poursuivis après le 22 mai 1981, (et qui ne sont donc pas amnistiés par l'article 3) la possibilité de l'application de l'amnistie sous la condition que l'intéressé se rende volontairement ou régularise sa situation avant le 31 décembre 1981, ce qui veut dire que pour ceux qui se trouvent actuellement en situation d'insoumission ou de désertion, ils devront, s'ils veulent bénéficier des dispositions de la loi d'amnistie, se rendre volontairement ou régulariser leur situation avant le 31 décembre 1981, sous condition que le point de départ de l'insoumission ou de la désertion soit antérieur au 22 mai 1981.

Cette condition de reddition ne s'applique toutefois pas aux citoyens français ayant une double nationalité, ayant accompli leur service militaire dans le pays de leur autre nationalité.

Ainsi, rien ne diffère ici des dispositions de la loi d'amnistie de 1974, suite à l'élection de Giscard où dans les mois qui suivirent les effets de la loi, la plupart des réfractaires à l'armée ont de nouveau été poursuivis et traduits en justice. Déjà plusieurs personnes (dont un membre du journal de liaison des insoumis tous *Avus de Recherche* et une personne du mouvement d'objection collective OP20) « bénéficient » des dispositions de l'amnistie puisqu'ils sont actuellement emprisonnés.

Aucune illusion une nouvelle fois : tous les insoumis et déserteurs qui se rendront à leur centre de recrutement avant le 31 décembre 81 pour régulariser leur situation, cela signifie simplement que leur peine sera définitivement annulée et qu'ils sont invités à effectuer leur service dans les mois qui suivront.

Enfin, l'article 5 de la loi amnistie de plein droit, sans aucune condition de reddition, les délits de propagande en faveur de l'objection de conscience, et les délits d'insoumission, désertion, abandon de poste ou refus d'obéissance commis par des objecteurs de conscience à statut civil.

A la différence de ce qui est prévu par l'article 4 en matière militaire, cette amnistie n'est soumise à aucune condition particulière, et la circulaire d'application prévoit que les procès verbaux établis avant le 22 mai 1981 doivent être classés et les poursuites en cours suspendues.

Cette amnistie, toutefois, ne s'applique qu'à des faits antérieurs au 22 mai 1981. Dès lors, des insoumis au service civil postérieurement au 22 mai 1981, sont susceptibles d'être à nouveau condamnés, leur insoumission étant postérieure à la loi d'amnistie. Cette loi ne fait en effet pas

JUSTICE

Les effets
de
l'amnistie

disparaître les dispositions du Code au Service national qui demeure, jusqu'à nouvel ordre, inchangé.

L'article 6 de la loi concerne l'amnistie générale en raison du quantum ou de la nature de la peine. C'est la raison pour laquelle l'article est rédigé au présent et au futur, puisqu'il faut attendre le jugement de condamnation pour connaître le quantum de la peine. Cela ne concerne pas les objets insoumis dont le délit d'insoumission est antérieur au 21 mai 1981, et qui font l'objet d'une amnistie de plein droit, en raison de la nature de l'infraction et quel que soit le jugement.

L'article 10 de la loi prévoit expressément que l'amnistie au quantum de la peine n'est acquise qu'après condamnation devenue définitive, il n'y a aucune contradiction avec l'article 6. Il faut, pour que l'amnistie soit appliquée à ces infractions, que celles-ci aient été jugées définitivement et que la condamnation rentre dans les normes prévues par l'article 6.

L'article 20 concerne les condamnations pour infractions multiples et prévoit l'amnistie de l'ensemble des infractions, si l'infraction amnistiée est également punie de la peine la plus forte. En effet, en cas de cumul d'infractions, le Code pénal prévoit que seule la peine la plus forte est appliquée. Dès lors que cette infraction est amnistiée, elle entraîne l'amnistie de toutes les autres. Ainsi, par exemple, un militaire coupable de désertion à l'étranger en temps de paix, pour suivi et punissable d'une peine de deux à cinq ans d'emprisonnement en vertu de l'article 385 du Code pénal, obtient, pour cette infraction amnistiée de plein droit en raison de sa nature, l'amnistie de délits connexes qu'il aura pu commettre, comme les délits de vol simple punissables d'une peine à maximum égal de cinq ans aux termes de l'article 401 du Code pénal.

Ce qui importe, au regard de la loi d'amnistie, c'est la date des faits. Ceux-ci doivent avoir été commis avant le 22 mai.

Bien entendu, des faits commis avant le 22 mai 1981 pourront ne pas avoir été jugés à cette date et seront susceptibles d'amnistie au quantum, conformément à l'article 6.

On doit faire bien attention de distinguer entre l'amnistie en raison de la nature de l'infraction, qui s'effectue de plein droit et qui ne nécessite pas la comparution de l'intéressé devant une juridiction : c'est le cas des insoumis et des déserteurs, et l'amnistie en raison du quantum ou de la nature de la peine, qui exige le prononcé d'un jugement à caractère définitif.

Tous ceux devant comparaitre prochainement en Cour d'appel à la suite d'un jugement établi avant ou après le 22 mai 1981 pour le délit d'insoumission au service civil sont amnistiés de plein droit et n'auront pas à comparaitre devant la Cour d'appel, compte-tenu de la promulgation de la loi du 4 août 1981.

J'espère que toutes ces explications sont assez claires. Il ne reste qu'à attendre l'un prochain pour découvrir les nouvelles condamnations qui seront distribuées aux réfractaires à l'armée, et soyons sûrs, avec M. Henu, qu'elles seront bien fermes.

Christian (Gr. Sacco-Vanzetti)

NUCLÉAIRE

L'ARNAQUE

LES relations entre la gauche et le mouvement écolo n'ont jamais été ni très claires ni très simples. Des rencontres furtives, épisodiques mais régulières. Des ruptures en douceur, sans éclat, avec juste ce qu'il faut pour marquer la séparation et permettre de se retrouver de nouveau ultérieurement. Tout se passe en fait comme si un lien invisible unissait la gauche à l'écologie. Un lien qui, bien sûr, les relie, mais qui simultanément leur interdit de se fondre l'un dans l'autre. Peut-être tout simplement ont-ils le sentiment confus d'appartenir à une même famille, d'être issus du même arbre. Rien à voir cependant avec le mariage. D'amour ou de raison. Un simple flirt, tout au plus, épisodique et chaste, mais dominé, écrasé même par l'ombre gigantesque de l'inceste. Comment, en effet, expliquer autrement cette incapacité à se rencontrer véritablement, alors que le désir est réel et cette impuissance à se quitter définitivement alors que la révolte est permanente ? Le cordon infernal, finalement !

Bien évidemment, à l'occasion des élections présidentielles et législatives qui s'en sont ensuivies, la névrose de toujours a carrément tourné à la psychose. Malgré le regard haineux d'un papa communiste figé dans ses certitudes, aboyant sans cesse et hurlant son attachement à un Etat fort et à un nucléaire nationalisé, malgré le bagoût infernal d'une matrone socialiste passée maître dans l'art de jouer avec l'ambiguïté et malgré la compassion de ses demi-frères du PSU et du MRG, le bâtard écolo a encore loupé l'occasion de couper une bonne fois pour toutes le cordon ombilical qui le relie à la gauche. Et c'est ainsi qu'ouvertement pour certains, ou de manière détournée pour d'autres, on a vu nombre d'écologistes laisser libre cours à leurs fantasmes. Et c'est à qui exprimerait avec le plus de nuances son espoir en un changement « conséquent ». Et c'est à qui affirmerait le plus hautement et clairement possible sa confiance dans le nouveau pouvoir et sa détermination à ne pas bloquer un processus de dialogue. Prêt à tout ou presque qu'il était, le bâtard écolo, pour donner sa chance à la gauche. Prêt à faire les premiers pas ! à mettre de l'eau dans son vin ! à essayer de naviguer entre le compromis et la compromission ! prêt à se faire avoir, finalement, et à avaler toutes les couleuvres qu'on voudrait bien lui faire avaler pourvu qu'on y mette les formes. Et ce qui est des formes, le PS s'y connaît !

Dans un premier temps, tranquillement mais fermement, le gouvernement Mauroy a signé l'arrêt de mort du projet de construction d'une centrale nucléaire à Plogoff et a annulé carrément le projet d'extension du camp du Larzac. Vous voyez, ont pu dire alors certains, avec la gauche au pouvoir, il est possible d'obtenir un certain nombre de choses. Et quelles choses, se

sent-ils empressés d'ajouter. Plogoff et le Larzac ! Des symboles. Des symboles vivants de la lutte acharnée contre l'ancien régime. Justement, et c'est là que la manœuvre est habile, face à de tels symboles, le nouveau pouvoir a eu l'astuce de tenter de les récupérer à son profit. Récupérer un symbole à son profit, c'est toujours une bonne chose, et puis, si on sait s'y prendre, ça ne coûte pas cher. La centrale de Plogoff, on la construira un peu plus loin et le camp du Larzac, on l'installera ailleurs. Ainsi, tout le monde sera content. Les écologistes sentimentaux comme les forcenés du nucléaire à tous vents ! Génial !

Ensuite, le 30 juillet, le gouvernement a affiné encore un peu plus la stratégie qu'il avait inaugurée avec les coups de maître de Plogoff et du Larzac.



Annonce est faite de la suspension des travaux et des procédures en cours sur un certain nombre de sites. (Le Pellerin, Chooz, Civaux et Cattenon 3 et 4). A Golfech, on limitera les travaux à la lutte contre les inondations. Voilà pour les écologistes et autres anti-nucléaires. Pour les pro-nucléaires, on annonce par contre que des autorisations nouvelles de fonctionnement vont être accordées au surrégénérateur de Creys-Malville dont la première tranche sera achevée. Idem pour Cattenon 1 et 2, Belleville, Penly, Chinon 3 et 4, et Nogent-sur-Seine. Pour cette dernière, on précise toutefois qu'une étude de l'impact de la centrale sur l'environnement sera réalisée. Défense de rire ! Et puis surtout, on insiste sur le fait que les arrêts qui vont avoir lieu ne sont nullement définitifs. Une suspension, ça n'est pas une annulation. Vous comprenez, dit le gouvernement, le nucléaire, c'est un problème sérieux, il faut y réfléchir soigneusement. Alors, on arrête tout et on réfléchit. Mais non ! Vous n'avez rien compris ! On met quelques centrales en veilleuse, de manière à avoir l'air de prendre une certaine distance vis-à-vis du nucléaire, mais on prend bien garde d'en laisser le maxi-

mum en fonctionnement. Faut être réaliste ! D'ailleurs, pour rassurer tout à fait la CGT qui proteste énergiquement contre les suspensions de travaux, on explique que les travailleurs concernés par ces interruptions seront reclassés ailleurs. Et hop, tout le monde est content ! Et quant à la réflexion sur les tenants et les aboutissements du nucléaire, ses avantages et ses inconvénients, pas question de laisser le Vulgum-pecus se mêler de ce genre de choses. Le débat aura lieu au Parlement, et ce sont les députés qui diront si oui ou non la France est décidée à poursuivre dans cette voie. Vous voulez parier sur le sens de la décision qui sera prise ?

Au fond, et cela témoigne d'un sens politique consommé, la gauche va poursuivre la politique de ses prédécesseurs, mais avec plus de finesse, en enrobant les merdes nucléaires qu'elle va déposer ici et là, dans le papier de soie de son double langage. Rien de changé donc. Et si des pouilleux dans un bled quelconque s'avisent de ne pas vouloir d'une belle centrale sur leur commune, on leur expliquera que le débat démocratique a eu lieu au Parlement et que maintenant, c'est terminé. Et rompez, sinon on vous envoie la flicaille pour vous casser les côtelettes ! Incroyable, d'ur à admettre, étonnant ? Allez donc, ceux qui, comme une bonne frange de l'écologie policarde, s'étonneront de ce qui ne va pas manquer d'arriver, s'étonneront toujours de tout pour ne s'être jamais étonnés eux-mêmes. Si la gauche poursuit la politique nucléaire de la droite, c'est qu'elle y est contrainte. Le type d'économie et de société que nous promet le nouveau pouvoir a un besoin vital du nucléaire. Simple question de logique donc ! Pour se passer du nucléaire, il faudrait bouleverser l'organisation économique et sociale. Pour l'heure, le capitalisme, privé ou d'Etat, doit amortir les énormes investissements qu'il a fait au niveau de la recherche, et il n'est pas question pour lui de se lancer du jour au lendemain dans les énergies douces, aussi comme la gauche cherche simplement à aménager le capitalisme, nous sommes condamnés au nucléaire. A moins que !

A moins que le double discours du gouvernement soit dévoilé, que les illusions tombent, que l'arnaque qui se met en place soit dénoncée, que le cordon ombilical soit coupé une bonne fois pour toutes avec les brontosaures de la révolte et que l'on se batte contre le nucléaire avec l'énergie du désespoir en refusant de céder sur quoi que ce soit, conscients que le choix nucléaire, c'est à la fois une menace mortelle pour la planète et la vie, et un choix de société (policrière, étatique, centralisée...) inacceptable ! Ça urge !

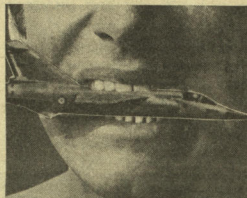
Jean-Marc RAYNAUD

Nous attendons
une vraie
politique
de désarmement

DISONS-LE tout net ! La bombe à neutrons, c'est un faux problème. Oui, un faux problème dans ce marais de la discussion nucléaire dans lequel les nations s'embourbent. A nos yeux, la bombe à neutron n'est donc qu'une pièce de plus dans l'attirail belliqueux d'une (des) grande(s) puissance(s).

Bien sûr, il nous faut dénoncer cette course meurtrière aux armements. Mais les dénoncer toutes, sans aucune exception. Le pacifisme de pacotille, fragmentaire qui tient compte des amitiés ou des inimitiés particulières, ne peut nous convenir. Il est faussement perturbant et reste toujours l'allié objectif de l'un ou de l'autre des deux grands. Pour nous, libertaires, toutes les armées, toutes les armées sont polluantes et dangereuses et contraires à toute éthique authentiquement humanitaire.

Bien sûr aussi, il ne s'agit pas de rêver tout debout. Le partage du monde, les rapports de force et d'équilibre qui s'établissent sur la scène internationale résultent toujours du partage de Yalta, c'est-à-dire de la division du monde en deux blocs rivaux. Et les conflits locaux qui surgissent ca et là, près de 130 depuis la Seconde Guerre mondiale, sont autant de « zones de contact » entre les deux grandes hégémonies militaires mondiales. Comment comprendre autrement les tensions qui ensanglantent par exemple le Moyen-Orient ? Les conditions de l'équilibre de la terreur restent en continu mouvement. Des glissements dans les rapports de force se dessinent notamment en Afrique où la stratégie soviétique a notablement progressé (Angola, Mozambique, Guinée...). Les situations en Afghanistan ou en Iran pourraient aussi constituer l'amorce d'un recul de la puissance maritime US sur la partie périphérique de sa zone stratégique de protection.



Les deux grands sont donc condamnés, par nécessité de leur logique interne, à poursuivre leur course à un armement toujours plus sophistiqué. La militarisation de l'espace, la militarisation des océans s'explique si l'on admet cette dynamique stupide que développent les stratégies militaires. Et la bombe à neutron, comme toutes ces « têtes » nucléaires propulsées par ces mystérieux missiles aux sigles mystérieux : SS, SLBM, SLNE, etc., fait partie de cette panoplie constamment modifiée au gré des lobbies militaires et des industries de l'armement.

suite page 8

LA MISÈRE LA PLUS NOIRE !

SUR la conférence qui s'est tenue à Paris au début du mois de septembre, regroupant les représentants des pays les plus pauvres de la planète :

Dans les discours des hommes politiques, le monde a longtemps été divisé en trois morceaux : l'Est, l'Ouest et le Tiers-Monde. Les problèmes nouveaux provoqués par l'importance de la question énergétique ont conduit les responsables et les observateurs à distinguer des sous-groupes plus fins. C'est ainsi que le Fonds monétaire international distingue cinq groupes :

- Les pays à faible développement;
- Les pays à développement moyen;



- Les pays industrialisés;
 - Les capitaux exportateurs de capitaux grâce au pétrole (1);
 - Les pays à économie planifiée (pays dits socialistes).
- Ce sont les premiers qui se sont rencontrés à Paris, et à cette occasion, on les a affublés d'un nouveau nom : les PMA, les pays les moins avancés. Ils étaient au nombre de trente : Afghanistan (2), Bangladesh,

Benin, Bhoutan, Botswana, Burundi, Cap-Vert, Centrafrique, Comores, Ethiopie, Guinée, Gambie, Guinée-Bissaw, Haïti, Haute-Volta, Laos, Lesotho, Malawi, Maldives, Mali, Népal, Niger, Ouganda, Ruanda, Samoa, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Yémen démocratique, Yémen arabe.

Si l'on tient compte des documents et analyses diffusés par le FMI, il faudrait rajouter à cette liste les pays suivants : Cambodge, Mozambique, Vietnam, Inde, Sierra-Leone, Zaïre, Madagascar, Mauritanie, Angola, Togo, Kenya, Sénégal, Indonésie, Ceylan.

Pour préciser la détresse des populations concernées, quelques chiffres sont terriblement significatifs :

PAYS	Produit national brut par habitant en dollars	DETTE EXTÉRIEURE	
		en millions de dollars	% du P.N.B.
MALI	120 (4)	539	65,3
SOMALIE	130	496	101,7
CEYLAN	190	1013	41
GUINEE	210	916	81,7
AFGHANISTAN	240	1216	30,8
MAURITANIE	270	574	138,1
SENEGAL	340	587	29,8

On pourrait tirer beaucoup d'enseignements de ces listes et de ces chiffres, mais une chose saute aux yeux, surtout si on regarde la position de ces pays sur une planisphère : il s'agit essentiellement de pays africains, donc colonisés par les pays occidentaux et plus particulièrement la France. Voilà le résultat de l'apport des « bienfaits de la ci-

vilisation » : la misère économique.

L'importance de l'endettement de ces pays (et d'autres comme la Pologne ou Israël) est telle qu'ils ne pourront jamais rembourser leurs dettes ! D'où les recherches de solutions par voie de concertation, car ces pays vivent de mendicité planétaire, au point que l'ONU avait déjà proposé que les pays industrialisés consacrent 0,7% de leur PNB à l'aide publique mondiale. Cet objectif n'est pas du tout atteint et de loin : seuls les pays scandinaves dépassent 0,15%. Quant aux USA, ils y consacrent 0,02% de leur PNB et les pays de l'Est 0,003%.

Et la France ? Eh bien ! M. Mitterrand a fait un beau discours dont voici un extrait si-

ment consommer le surplus dont ils disposent. »

Et il a promis de faire en sorte que l'objectif de 0,7% soit atteint par la France en 1988,



c'est-à-dire à la fin de son septennat !

En réalité, dans le grand désordre apparent (5) qui règne actuellement dans le monde dans les domaines économique et monétaire, chaque pays pratique un protectionnisme sournois et se replie sur lui-même. La charité, connais pas, et la générosité encore moins ! Et ce qui est vrai au niveau des gouvernants, l'est encore plus au niveau des individus. La solidarité internationale des travailleurs, la vraie, la solidarité autre, est la seule solution viable. C'est de là qu'il nous faut repartir, en prenant des initiatives concrètes, d'homme à homme, de syndicat à syndicat, d'organisation révolutionnaire anarchiste à organisation révolutionnaire anarchiste. Abat-

tons les frontières et que se réunissent tous les hommes sur les bases de l'égalité et de la solidarité. Entrons en relation avec les hommes de tous les pays et

l'édifice monstrueux des Etats et des capitalismes s'écroulera.

Yves PEYRAUT

(1) Irak, Iran, Lybie, Arabie saoudite, Koweït. Il faut préciser que cette distinction date de 1978. Depuis, l'Irak a dû changer de cap...

(2) Absent pour des raisons évidentes.

(3) Ces données sont celles de 1978, les plus récentes connues.

(4) Pour relativiser ces chiffres, le PNB en France est de 8 260 dollars.

(5) Nous y consacrerons un prochain numéro.

NOUS ATTENDONS UNE VRAIE POLITIQUE DE DÉSARMEMENT

suite de la page 7

Les deux grands, ainsi que les gros pays marchands d'armes dont la France, ont intérêt à armer, surarmer la constellation des petites nations qui se disputent des lambeaux de frontière ou qui ne survivent qu'au prix de révolutions de palais permanentes.

On n'en parle guère, mais sait-on qu'en 1979 les dépenses militaires dans le monde atteignaient le million de dollars par minutes (1); que l'accroissement de ces dépenses pour le Moyen-Orient a été multiplié par 1,8 — en termes réels — de 2,2 pour les pays africains et de 1,5 pour ceux d'Asie et d'Amérique latine. Toujours selon les mêmes sources, « le Tiers-Monde dépenserait trois fois plus pour ses besoins militaires qu'il ne reçoit en aide publique au développement. » Tout commentaire paraît bien superflu. La collusion de tous ceux qui nous gouvernent, au Tiers-Monde comme ailleurs, reste ici on ne peut plus évidente. L'armée reste le garant de notre exploitation.

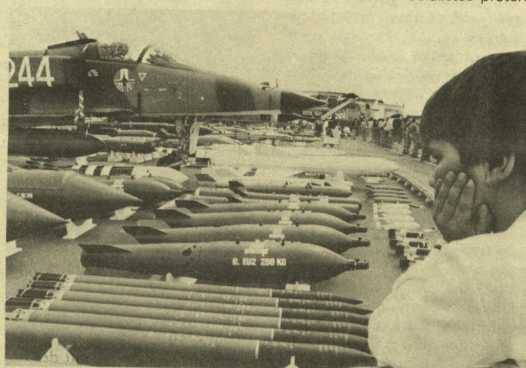
L'exemplarité d'un désarmement unilatéral peut sans dou-

te jouer encore que, personnellement, nous n'y croyons guère. Seule, une transformation sociale radicale et sa propagation au niveau international peut laisser espérer une véritable volonté de désarmement. Les forces militaires en présence, l'effort d'armement des pays de l'OTAN comme du Pacte de Varsovie sont tels qu'il paraît peu réaliste de les voir disparaître progressivement sans une volonté commune et puissante de l'opinion internationale. Le général Haig, il y a quelques mois, déclarait lui-même que « certaines difficultés économiques et commerciales majeures tiennent aujourd'hui essentiellement à l'absence de confiance en la capacité des Etats-Unis à garantir la sécurité du monde... » (2). Les contours des enjeux sont ici clairement exposés. Ils sont avant tout d'ordre politique.

Ces propos de A. Haig éclairent également la volonté du gouvernement Reagan à rétablir l'équilibre nucléaire entre les deux blocs. Dans cette perspective, les Américains doivent apprécier l'effort entrepris par la France,

et de la Grande-Bretagne aussi pour maintenir, sinon accroître, la capacité de riposte nucléaire.

Malgré le changement d'équipe gouvernementale en France,



le programme de modernisation de nos forces militaires stratégiques se poursuit. Cela ne peut nous laisser indifférent. Quels que soient les arguments de stratégie, d'indépendance nationale, etc., que l'on puisse nous fournir, la position de nos gouvernements successifs, et plus enco-

re celui issu des dernières élections présidentielles, est proprement scandaleuse et attentatoire aux idéaux pacifistes et humanitaires dont les socialistes préten-

naient, entre celles-ci, mais également vis-à-vis de la politique étrangère américaine ?

Il est sans doute trop tôt pour juger de la politique de défense qu'entreprendra le nouveau pouvoir. Mais, pour l'heure, tout tente à penser qu'il poursuivra l'action engagée par ses prédécesseurs. Nous osons croire que ce n'est pas la bonne solution. Mais en existe-t-il d'autres qui puissent contenter les pacifistes convaincus ? Oui, celle d'un vrai et complet désarmement.

Le débat dépasse le simple cadre de la rationalité économique. L'erreur serait de s'y cantonner. Ce que nous voulons, c'est avant tout la paix et la destruction de tous les moyens de guerre. Mais, est-ce possible sans faire les frais d'une révolution ?...

Roland BOSDEVEIX

(1) Source : *The Bulletin of atomic Scientists*, (sept. 1979).

(2) Interview parue dans *« Politique internationale »* n° 9 (automne 1980).

informations internationales

BRÉSIL

L'ANARCHISME AU BRÉSIL

Le mouvement anarchiste brésilien a une longue histoire digne d'être retenue. Le Brésil fut, à l'inverse des pays européens, une nation envahie par les idées libertaires ancrées un peu dans la tête de chaque émigrant. Les anarchistes venaient d'Italie, du Portugal, d'Espagne, de France, d'Allemagne, de Suisse, d'Uruguay, d'Argentine et même de Russie. Comme idée neuve, l'anarchisme attirait d'autres émigrants déjà fixés au Brésil et une poignée de Brésiliens natis. Un mouvement se créa, qui gagna l'action et qui, par l'écrit et la parole de ses militants, contesta les hiérarchies, combattit le service militaire obligatoire, la guerre, le clergé et la bourgeoisie. Il toucha quelques intellectuels; il vainquit les difficultés de la langue, du climat et s'adapta aux coutumes, combattant avec énergie le capitalisme. Il fit trembler la république des « fazendeiros » par ses manifestations publiques et sa presse. En opposition aux protestations et aux doctrines libertaires, les hommes politiques promulguèrent des lois d'expulsion; la police n'attendit même pas qu'elles soient adoptées pour renvoyer dans leurs pays d'origine quelques-uns des anarchistes les plus actifs, avec le label d'« agitateurs étrangers ». D'autres furent jetés dans la forêt amazonienne pour être dévorés par les bêtes féroces.

Entre 1922 et 1927, pendant le règne du président Artur Bernardes, le camp de concentration de Oiapoque englobait pour toujours des anarchistes qui ne furent jamais jugés ni condamnés. Jusqu'en 1930, on en expulsa plus d'un millier du Brésil! Les années suivantes, de 1930 à 1945, les Brésiliens vécurent sous le règne de fer du dictateur Getulio Vargas et les expulsions continuèrent. Naturellement, la quasi-totalité des anarchistes étant étrangers, les expulsions firent décroître considérablement le mouvement libertaire. Les quelques militants qui échappèrent aux dictatures de Epitacio Pessoa, Artur Bernardes et Getulio Vargas durent se limiter à faire de la propagande clandestine.

La liberté rétablie, les journaux *Remodelacoes*, *Acao Direta*, *Spartacus* à Rio de Janeiro, *A Plebe* puis *O Libertario*, *Dealbar* et quelques tracts et brochures à Sao Paulo surgirent dès 1945. Trois congrès nationaux eurent lieu à Rio de Janeiro et à Sao Paulo également. On vivait alors une démocratie embryonnaire, non mûre politiquement, conduite par les hommes restant de la dictature fas-

ciste de Vargas. Le manque de mémoire des Brésiliens élit, après cinq ans d'une relative liberté, l'ex-dictateur Getulio Vargas pour gouverner de nouveau le Brésil. Et de 1945 à 1963, le peuple brésilien vécut dans la stupidité de ses hommes politiques, les contradictions de leurs électeurs. Finalement, le 1^{er} avril 1964, des militaires et des civils, « apeurés » par la liberté du peuple, assésèrent un coup d'Etat de plus.

Ensuite, on vit la répression s'abattre sur un mouvement anarchiste assez éprouvé, avant qu'il lui fut possible de suppléer aux baisses engendrées par la disparition de quelques-uns de ses meilleurs remparts. Le Centre



d'Etudes José Oticia, le Mouvement étudiant libertaire et les Editions Mundo libre, qui avaient déjà publié six livres, réunissaient les militants de Rio de Janeiro. A Sao Paulo, le Centre de Culture sociale, le journal *Dealbar* et Notre Ferme rassemblaient un bon nombre d'anarchistes qui avaient résisté au temps et aux expulsions. A Rio Grande do Sul étaient publiés *O Protesta* et quelques brochures et tracts. C'était, on peut le dire, un mouvement prometteur et déjà on comptait quelques jeunes dans la famille anarchiste. Sa plus forte activité se développait suivant l'axe Rio-Sao Paulo où le nombre de militants fut toujours important comparé aux autres États du Brésil. En pleine dictature, les libertaires faisaient circuler des journaux publiés ici ou venant de l'extérieur; ils éditaient et diffusaient des livres comme *La Doctrine anarchiste* et *L'Anarchisme* de P. Kropotkin entre autres pour la propagande parmi les étudiants. Et dans leurs réunions, causeries

et conférences, on débattait ou-

vertement de l'anarchisme. A Notre Ferme (elle se composait d'une bonne étendue de terres cultivables et de bois, de dortoirs, d'une salle de réunions collectives et d'une grande cuisine-réfectoire: elle était la propriété des anarchistes du Brésil). Les congrès se tinrent en présence de la revue *O Cruzeiro* qui publia un grand reportage illustré, annoncé à la radio durant une semaine.

Tandis que les libertaires diffusaient leurs idées, la dictature militaire montait ses mécanismes de répression, transformant les casernes en prisons, les militaires en policiers inquisiteurs, tortionnaires et en juges subversifs. Les tribunaux de l'armée de terre, de la marine jugeaient et condamnaient les idéalistes pour délit d'opinion. Beaucoup disparaurent ou moururent mystérieusement... Et ce fut dans ces années fatidiques, de 1969 à 1973 que les forces de la dictature militaire envahirent le Centre d'Etudes José Oticia par effraction. Quelques heures après, son siège était détruit, il restait à peine un tas de décombres. La machine à écrire, le duplicateur, les livres et les autres objets, propriété des anarchistes, furent confisqués par « les agents de la loi ». Le même jour, ils chassèrent les anarchistes de leur travail et de chez eux, confisquant l'argent, les livres, les boissons, les bijoux et autres « objets subversifs » qu'ils oublièrent de renvoyer...

En tout, dix-sept de ses membres furent emprisonnés et jugés. Quelques-uns subirent la torture électrique, d'autres furent placés déchaussés sur des boîtes de conserves découpées pour blesser les pieds et tous souffrirent de tortures psychologiques. Les jeunes prisonniers subirent des tentatives de viols, échappant de peu aux attaques des inquisiteurs. Pendant le procès qui dura de 1969 à 1972, il arriva tout aux anarchistes: beaucoup perdirent leurs emplois et d'autres finirent par « donner de l'argent » pour compter sur la bonne volonté des juges et aplanir les difficultés durant le procès, ainsi que pour obtenir la restitution de documents confisqués, y compris un original actuellement déposé au CIRA en Suisse.

Mais si le procès eut des effets négatifs incalculables, il mit aussi à l'épreuve la fermeté idéologique des jeunes principalement qui, une fois libres, cessèrent d'« être anarchistes ». Seuls les « vieux » restaient à leurs postes de combat, avec la conscience tranquille d'avoir agi conformément à leurs idéaux. Tous les « vieux » anarchistes du Brésil s'unirent dans un

geste de solidarité humaine, chacun contribuant selon ses moyens pour payer l'avocat chargé de prouver qu'être anarchiste n'est pas être subversif. La fin du procès vit l'acquiescement et la fuite en masse des jeunes, mais même cela ne détruisit pas l'anarchisme. Les vieux commencèrent leurs réunions idéologiques et ne se limitèrent pas à publier quelques livres anarchistes, fruit d'une longue recherche. Peu à peu, de nouveaux sympathisants vont surgir, y compris dans des Etats comme celui de Bahia où le mouvement anarchiste n'avait jamais pris racine.

Depuis lors, l'anarchisme évolua et il produisit un écho dans les pages du journal à grand tirage, *Le Journal du Brésil*, avec une entrevue intitulée: *L'Anarchisme à la portée de tous*, et les polémiques se succédèrent en même temps que le gouvernement se montrait plus tolérant.

A Bahia commença à être publié le journal bi-mensuel *O inimigo do rei* et la revue *Barbarie* à l'initiative d'un groupe de jeunes qui eurent le privilège de sortir de front et qui reçurent l'aide de tous les anarchistes du Brésil et l'orientation d'un vieux compagnon expérimenté de Rio de Janeiro. A Sao Paulo, on va vers le 3^e numéro de la revue ronéotée *Autogestao* constituant une trilogie de publications périodiques qui se montrent disposées à diffuser et défendre l'anarchisme. Elles ouvrent le champ aux idées en s'aidant des livres déjà publiés. Et si on ne peut pas dire que ce sont trois publications acrates au sens clair du terme, spécifiques, il faut reconnaître que ce sont trois promesses libertaires!

Il existe aujourd'hui les éditions *Porta-Aberta*, autre promesse libertaire qui a commencé son activité avec un plan d'édition très valable pour l'anarchisme, comme quelques livres déjà publiés qui vont être adoptés dans des cours universitaires en servant de sources pour des thèses de doctorat, pour des débats académiques et contribuant à deux films de court métrage *Libertario* et *O sonho nao acacobou*, où l'auteur de cet article apparaît pour commenter le théâtre social-amateur des anarchistes du Brésil. Sans compromis avec les anarchistes du mouvement brésilien, professeurs, journalistes, écrivains et étudiants sont en train de se pencher sur les thèmes libertaires et ils ont déjà publié une dizaine d'œuvres qui, si elles ne satisfont pas complètement les acrates, n'en contribuent pas moins à la diffusion de nos idées. Sur le terrain de

l'organisation, des groupes se forment et leurs réunions passent du niveau local au régional et national une fois par an. Il n'existe pas encore d'organisme de coordination des groupes, mais tout indique que la nécessité ne tardera pas à se faire sentir, et alors il se formera naturellement.

Nous n'exagérons pas en disant qu'au Brésil, l'anarchisme ne fut jamais aussi diffusé par des œuvres de masse et que son histoire est en train d'être réhabilitée avec la même intensité et le même sérieux que dans les pays où le mouvement anarchiste fut ou est encore fort. Et face au marxisme libertaire, nous sommes convaincus que les jeunes avec l'anarchisme des « vieux » le surmonteront et triompheront.

L'anarchisme aujourd'hui, maintenant, est une grande promesse animatrice au Brésil.

Edgar RODRIGUES

Pays-Bas Manifestation antimilitariste

Le samedi 20 juin 1981, à 13 heures, des antimilitaristes occupèrent la plus haute tour de Middelburg (le Lang Jan) en soutien aux insoumis toxiques détenus dans diverses prisons du pays.

Banderoles, pétards, bombes fumigènes, casseroles et tambours, ainsi que les cloches de la tour et des tracts multicolores lancés dans les rues attirèrent un public d'autant plus nombreux que c'était le jour de la grande braderie annuelle. En même temps, d'autres participants à cette action distribuèrent des tracts dans les rues du centre ville.

Après l'intervention de la police et des pompiers, dix-huit personnes furent embarquées. Le restant se dirigea alors vers le commissariat et tenta de s'en approcher par l'arrière où les flics les recurent à coups de matraque.

Vers 19 heures, une parade de fanfare militaire devant avoir lieu dans la ville, un second tract fut ventilé, reprenant les événements de l'après-midi et ce malgré la présence massive de flics et de gendarmes.

Les dix-huit participants arrêtés furent relâchés après plus de six heures de garde à vue. Ils doivent s'attendre à des poursuites. Une manifestation spontanée traversa alors le centre ville.

Les slogans: *L'Armée protège le capital, cela nous le savons tous; pas un homme, pas une femme, pas un sou pour l'armée.*

Ni les arrestations, ni les matraques, ni les fichages ne parviendront à venir à bout de la lutte antimilitariste radicale qui se développe aux Pays-Bas.

ZST

Radio-Libertaire — La voix sans maître

89,6

NÉE de la volonté des militants de la Fédération anarchiste qui prirent, lors du dernier congrès de l'organisation, à Neuilly-sur-Marne, la décision de création d'une radio-libre, Radio-Libertaire s'est fait entendre sur Paris le 1^{er} septembre, comme prévu. Depuis cette date, Radio-Libertaire émet quotidiennement sur la fréquence de 89,6 MHz, de 18 à 22 heures.

Avec Radio-Libertaire, nous avons voulu nous doter d'un moyen supplémentaire d'expression et de propagande, trop longtemps confisqué au profit des rapaces du pouvoir et de leur cohorte de laquais, les menteurs, les bonimenteurs et les marchands de tous poils.

**POUR LE CENTENAIRE
DU SYNDICAT
DES CORRECTEURS de Paris
et de la région parisienne
fête a
la Cartoucherie
les 19-20 septembre 1981
à la Cartoucherie de Vincennes**

C'est le 27 novembre 1881 que l'ex-société des correcteurs laisse place, par décision d'assemblée générale, à la Chambre syndicale des correcteurs d'imprimerie. Le 28 décembre 1884, le comité syndical des correcteurs se joint, dans la Fédération du livre, à la commission de constitution légale du syndicat. Dès lors, ce syndicat, fortement attaché aux principes du syndicalisme révolutionnaire, de l'indépendance de l'organisation syndicale à l'égard du patronat, des partis et de l'Etat, aux principes de liberté à la base, en son propre sein, participera à tous les grands événements de ce siècle.

Deux traits originaux caractérisent cette initiative exceptionnelle des 19 et 20 septembre 1981 : c'est — une fois n'est pas coutume — un syndicat qui organise une fête (elle semble habituellement être l'apanage des partis politiques), et c'est une fête qui, par parti pris, diffère des fêtes dites populaires généralement conçues. Il n'y aura place que pour elle et le plaisir qu'elle suscite. Sa raison d'être n'est ni lucrative ni mercantile (le prix d'entrée est un prix de soutien servant à couvrir les frais d'organisation). Une trentaine de spectacles musicaux (Sugar Blues, Henri Guédon, Serge Utgé-Royo, Bidon K...), théâtraux, cinématographiques, etc — de plein air, sous chapiteau ou en salle — occuperont ces deux jours couronnés par une mise en scène pyrotechnique le dimanche soir.

Pour un prix de soutien modique (40 francs pour les deux jours, donnant droit à tous les spectacles, demi-tarif pour les chômeurs et les retraités, gratuit pour les enfants jusqu'à douze ans), les amis du Syndicat des correcteurs pourront participer à cette manifestation; les billets sont en vente à la permanence du syndicat, à la Bourse du Travail, 2^e étage, bureaux 19 et 20, 3, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris, métro République, ou par correspondance à la même adresse et à Publico, 145, rue Amelot Paris 11^e.

Syndicat des Correcteurs

EN ATTENDANT LA LOI

Si Radio-Libertaire est en soi une nouvelle radio libre, l'intervention des anarchistes dans ce domaine ne date pas, elle, d'aujourd'hui. Les lecteurs du *Monde libertaire* se souviennent des tracasseries et des poursuites qui furent entreprises contre nos



camarades de Radio-Trottoir, à Toulon, et de Radio-Alarme, à Evry, entre autres, sous le règne du diamantaire de l'Elysée.

Si les poursuites ont cessé avec la venue de la gauche au pouvoir, comme les saisies de matériel, les tracasseries n'en continuent pas moins, notamment par le brouillage des émissions, malgré les propos bienveillants des « responsables » dans ce domaine.

On sait que le projet de loi sur les radios libres est actuellement en cours de discussion. Jusque-là, que demandait-on ? Des émetteurs de portée strictement locale et un fonctionnement sans le support de la publicité commerciale. C'est le cas de Radio-Libertaire et d'autres, comme Radio-Ivry, qui continuent, à l'heure où ces lignes sont écrites, à subir les rigueurs du brouillage — de gauche ! — ou la visite des flics de la DST. Encore une occasion de vérifier le peu de prix qu'il faut attribuer à une parole de ministre !

Voyons par ailleurs ce qu'il en est de ce projet de loi. En ce qui concerne la publicité commerciale et la volonté du gouvernement de « réglementer très strictement la durée et le contenu des messages publicitaires... les ressources et l'utilisation des bénéfices... », le problème sera vite réglé puisqu'il n'est bien sûr pas question pour nous, contrairement à d'autres radios « libres » de nous vendre aux plus offrants des marchands de soupe. Radio-Libertaire fonc-

tionne et continuera de fonctionner grâce au soutien de ses auditeurs et à l'apport financier des militants libertaires, conditions indispensables pour mériter le titre de radio libre. Le caractère local des émissions, « la distance entre le point d'émission et le point le plus éloigné de ladite zone ne devant pas dépasser trente kilomètres; n'appelle pas de commentaire particulier », Radio-Libertaire satisfaisant en effet à cette demande, non pas, d'ailleurs, par un respect démesuré de cette loi, mais bien plutôt parce que telle était sa vocation.

Il reste cependant, et c'est là le plus grave, que l'octroi des dérogations, ou permissions d'émettre, reste du domaine du flou artistique. Outre le fait que l'existence d'une radio libre dépendra de la seule volonté de l'Etat, les dérogations en question étant délivrées par le Premier ministre ou tout autre ministre délégué par lui — le projet de loi prévoit déjà habituellement des motifs de refus lorsqu'il est dit sans autres précisions qu'il sera tenu compte des contraintes de la planification des fréquences et, « autant que possible », de l'expression des diverses tendances de pensée dans chaque zone considérée. Etant pour l'instant la seule radio libre revendiquant le qualificatif « libertaire », donc seule l'expression d'une tendance de pensée particulière, nous aurons dans un proche avenir l'occasion de voir quelle sera l'attitude de l'Etat vis-à-vis de Radio-Libertaire. Attendons...

UN PROGRAMME ORIGINAL

L'élaboration d'un projet de loi, quel qu'il soit, n'étant pas de nature à nous plonger dans l'attentisme, Radio-Libertaire, brouillée ou non, émet quotidiennement. La composition de l'équipe des animateurs, des

comme les chroniques des livres qui paraissent, des films nouveaux, de télévision et des spectacles de Paris et de la région parisienne. Rappelons qu'elles viendront s'ajouter à d'autres rubriques existantes, hebdomadaires ou quotidiennes, comme la revue de presse, la crapule du jour ou la chronique esperantiste. Le programme de Radio-Libertaire fera l'objet d'autres articles et vous sera rappelé, chaque semaine, dans *Le Monde libertaire*.

Pourtant, même si nous devons y revenir, il est bon de rappeler que Radio-Libertaire s'est distinguée depuis sa naissance en tenant le pari de faire venir dans ses studios un invité par jour. Ce furent respectivement Maurice Joyeux, Alain Aurenche, Jean-Luc Debatisse, Yves Peyraut, Jacques Debronnkart, Gilbert Lafaille, Jean Guidoni, Danièle Borano, venus nous parler de la répression en Grèce, de leur métier de chanteurs, d'esperanto, etc. Parmi nos prochains invités, citons : Serge Livrozet, May Picqueray, Jacques Toublet, et précisons que des contacts ont été établis avec Renaud, Bernard Lavilliers, Jean-Roger Caussimon et bien d'autres encore.

Des émissions présentant la pensée et le mouvement libertaires sont prévues, tout comme la venue de représentants d'organisations et de mouvements de pensée proches du nôtre. L'histoire et certains de ses épisodes, « oubliés » par les médias traditionnels, trouveront place chez nous, le ton libre étant notre seule exigence.

LA COLLABORATION DES AUDITEURS

Comme nous l'avons dit et ne cesseront de le répéter, Radio-Libertaire sera une radio libre, ce qui implique, entre autres, le non-recours à la publicité commerciale. Pour se maintenir,

Ceux qui nous écoutent savent que cette collaboration des auditeurs n'est pas du seul domaine financier. Depuis le début de nos émissions, en effet, sur leur demande, certains d'entre eux ont pu, en direct sur l'antenne, dialoguer avec quelques-uns de nos invités ou simplement exposer certains de leurs points de vue. Cette « politique » se poursuivra, car elle est aussi une des caractéristiques d'une radio qui se veut libre.

Nous aurons bien des occasions pour reparler, dans ces colonnes, de Radio-Libertaire. En attendant, à vos postes, sur 89,6 MHz, en FM, tous les jours, de 18 à 22 heures. Décrassons les ondes !

FLO

Sélection

Nous essaierons chaque semaine dans cette rubrique de présenter une sélection hebdomadaire des programmes radio-TV, ainsi que des commentaires sur les émissions passées.

Sans oublier d'écouter (pour la région parisienne), tous les jours *Radio libertaire*, sur 89,6 MHz en modulation de fréquence, entre 18 et 22 heures. (Tél. ANA-90-51).

La rubrique de cette semaine, la première du genre dans notre journal, est un coup d'essai. Au cours des semaines suivantes, nous tenterons de trouver la « juste mesure ».

RADIO

- *France-Culture* : le 20 septembre à 14 h 05 : *Le Pape qui ne voulait pas être roi*, de Maurice Desmazures.

le 22 septembre à 9 h 07 : *Hauts les cœurs piémontais*, la misère en Italie.

TÉLÉVISION

— *TF1* : programmes non-communicés, mais promis pour l'avenir.

Antenne 2 : une nouvelle émission, du lundi au samedi, à 19 h 45 : *Les Gens d'ici* : les gens, leur vie, leur région...

le 19 septembre à 15 h 55, *L'Invité du jeudi* : Antoine Vitez, directeur du théâtre de Chaillot.

à 17 h 32 : *La Révolte irlandaise*. Feuilleton d'actualité.

à 20 h 35 : *Le Rescapé de Tikeroa*. A ne pas rater. Le premier film tourné en langue polynésienne.

— *FR3* : le 19 septembre à 20 h 30 : *Un prêtre marié*, d'après Barbey d'Aureville.

le 22 septembre à 20 h 30 : *Tant que soufflera la tempête*, de Henry King.

le 24 septembre à 20 h 30 : *L'Hôpital*, de Arthur Mill, avec Georges Scott.

AUX TAULARDS

Beaucoup de nos auditeurs nous téléphonent pour demander tel chanteur ou telle chanson. Tout le monde, hélas, ne dispose pas du téléphone, et en particulier les taulards. Faites savoir à ces derniers qu'ils peuvent nous écrire à Publico et que leurs demandes seront satisfaites en priorité. Cet appel leur sera fait quotidiennement sur antenne.

non-professionnels de la radio, comme nos moyens techniques limités ont pu donner l'impression, au départ, d'une totale improvisation. Pourtant, défauts d'élocution, hésitations, non-respect de la grille de programmes annoncés n'ont en rien éloigné nos premiers auditeurs dont les coups de téléphone chaleureux nous disaient le côté sympathique de notre amateurisme et le plaisir qu'il y avait d'entendre « autre chose », sur un ton nouveau.

Au fil des jours, l'élaboration d'une grille de programmes plus précise s'est dessinée, grille qui continuera de se compléter par de nouvelles rubriques régulières,

Radio-Libertaire aura besoin de votre soutien financier. Pour cela, nous allons mettre en circulation des cartes d'auditeur, donnant droit à quelques petits avantages, tels que réductions ou gratuité pour certains spectacles de la capitale. Ces cartes pourront être retirées contre la somme de 70 francs, à partir du 19 septembre, au 145, rue Amelot.

Il est indispensable que le plus grand nombre de nos auditeurs se les procure, pour qu'ils nous aident à couvrir les frais importants investis dans le matériel de diffusion, l'achat de disques, etc.

Y.P.

NOTE DE LECTURE

Histoire intérieure du Parti communiste (1945-1972)

par Philippe Robrieux

Edition Fayard

POUR mener à bien sa monumentale *Histoire intérieure du Parti communiste*, Philippe Robrieux prévoyait deux tomes. Le premier, qui se rapportait à la période allant de 1920 à 1945, avait constitué un petit événement lors de sa sortie il y a quelques mois. Dans ces conditions, la parution du second était attendue avec impatience. C'est maintenant chose faite, et oh surprise, ce second volume, encore plus épais que le premier, s'arrête en 1972. Un troisième tome sera donc nécessaire, et vu la qualité des deux premiers, tant mieux !

Dans ce deuxième tome, en effet, Philippe Robrieux ne s'est nullement essoufflé, ce qui était à craindre. Il a poursuivi à un rythme échevelé le dépeçage qu'il avait amorcé précédemment. Sérieux sans être ennuyeux, méticuleux sans être lassant, bénéficiant de sources d'informations de première valeur, critique caustique, écrivant dans un style alerte avec de-ci de-là juste ce qu'il faut d'humour pour permettre au lecteur de reprendre haleine, il a une fois encore mis à nu le squelette d'un PCF passé maître dans l'art de noyer sa propre histoire dans la fumée acre de l'oubli, de la déformation et du mensonge. Tout y est. Les faits bien sûr. Les petits et les grands. Ceux dont on se souvient comme ceux qu'on voudrait bien oublier à jamais. Et c'est par exemple cette pourriture de Cachin signant un appel condamnant les attentats organisés contre les soldats de Hitler, appel largement placardé sur les murs et abondamment utilisé par la propagande nazie en 1942. C'est encore l'entrée des communistes au gouvernement

de de Gaulle à la Libération avec les petites phrases oh combien lamentables de ce pauvre Thorez : « Une seule police, une seule armée, un seul Etat », « Travailleurs, retrouvez vos manches », « La grève, c'est le capital des trusts ». Et c'est également dans le cadre de cette gestion du capitalisme le déchaînement de la CGT et du PCF contre la grève de 1947 à Renault-Billancourt et ses soi-disant meneurs qualifiés ni plus ni moins de « provocateurs hidéro-trotskyistes à la solde de de Gaulle ». C'est encore le vote par les communistes en mars 1956 des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, ce qui lui permettra, en outre, d'accroître l'effort militaire en Algérie. C'est encore dans *L'Humanité* du 8 novembre 1954 la volée de crachats à l'adresse des combattants du FLN qualifiés de provocateurs. Bref, de la Libération à l'avènement de Georges Marchais en 1972, en passant par l'exercice du pouvoir, le retour dans le ghetto, le « libéralisme » à la Waldeck Rochet, l'incompréhension de Mai 68, Robrieux ne laisse rien dans l'ombre.

Qu'on ne s'y trompe cependant pas, cet ouvrage ne se contente pas d'énumérer des faits. Il les replace sans cesse dans leur contexte national et surtout international. Il montre comment la participation des communistes au gouvernement s'inscrit dans la stratégie de Staline qui, pour avoir les mains libres en Europe de l'Est, fit prendre à son antenne française le virage de la collaboration de classes la plus éhontée.

Même chose pour la période gauchiste d'un PCF ultra-sectaire et agressif, mais sachant toujours s'arrêter avant l'irréparable. Sta-

line exigeait du Parti qu'il exerce une pression constante sur le gouvernement français. Idem encore pour l'esquisse d'une esquisse de déstalinisation amorcée par Waldeck Rochet à l'écoute d'un Kroutchev tentant de réformer le fascisme rouge de l'intérieur. En clair, à tous les moments de son histoire, le PCF a eu une stratégie conditionnée, voire élaborée par le grand frère russe. Cela n'a guère changé.

Pour expliquer cette dépendance, Robrieux nous décrit le fonctionnement de la machine de guerre qu'est le Parti. Il nous peint son organisation pyramidale, hiérarchisée à l'extrême, avec la fantastique concentration des pouvoirs existant au sommet, facilitant par là même l'intervention de « conseillers » venus d'ailleurs.

Il nous montre comment les hommes sont conditionnés dès lors qu'ils entrent au Parti, comment on les fait marcher au knout et au sentiment, comment on les utilise et comment on s'en débarasse. Il nous conte les exclusions célèbres, celles de Tillon, Lecœur, Casanova. Il nous révèle leurs dessous. Il consacre même une centaine de pages à ce pantin qu'est Marchais, montrant comment, tenu par son passé, il a d'abord été la créature de Thorez, puis celle des Russes. Il nous raconte également les départs sur la pointe des pieds de militants usés et écorés, et l'arrivée simultanée de nouveaux postulants à l'émasculature, séduits par le maquillage ravageur d'une pute passée maîtresse dans l'art de rassembler les besogneux de la révolte.

En un mot comme en cent, Robrieux dit quasiment tout sur le PCF.

Un oubli de taille néanmoins. Le même que dans le premier volume. Robrieux décrit une réalité, il n'explique jamais le pourquoi de l'existence de cette réalité. Par instant, une petite larme d'amertume perle même dans les propos de cet ancien dirigeant de l'Union des Etudiants communistes. On le surprend à rêver à un PCF radicalement différent de la charogne qu'il nous décrit tout au long de son bouquin.

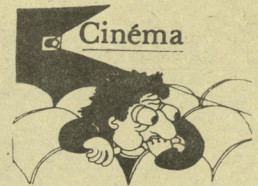
Au fond, malgré l'immensité de ses connaissances historiques et sociologiques, Robrieux est resté ce qu'il a toujours été : un analphabète politique. Et il le restera tant qu'il ne se sera pas interrogé sur le pourquoi de ce qu'il constate et tant qu'il n'aura pas posé clairement le rapport étroit existant entre l'idéologique et le politique. C'est ainsi, et seuls s'en étonneront ceux qui s'étonnent toujours de tout pour ne s'être jamais étonnés d'eux-mêmes.

Le PCF ne pourra jamais être autre chose que ce qu'il a toujours été : la matérialisation d'une idéologie totalitaire.

Cela étant, ce livre est à lire et à relire pour la somme fantastique de faits qu'il contient. C'est un matériau de tout premier choix pour quiconque souhaite, et c'est notre cas, dépasser le stade de la constatation pour accéder à celui de la compréhension et déboucher sur l'action, c'est-à-dire la destruction de l'imposture et l'extirpation de ses racines.

Jean-Marc RAYNAUD

Les deux tomes sont en vente à Publico au prix, respectivement de 80 et 90 F.



Rude Boys

produit et réalisé par D. Mingay et J. Hazan

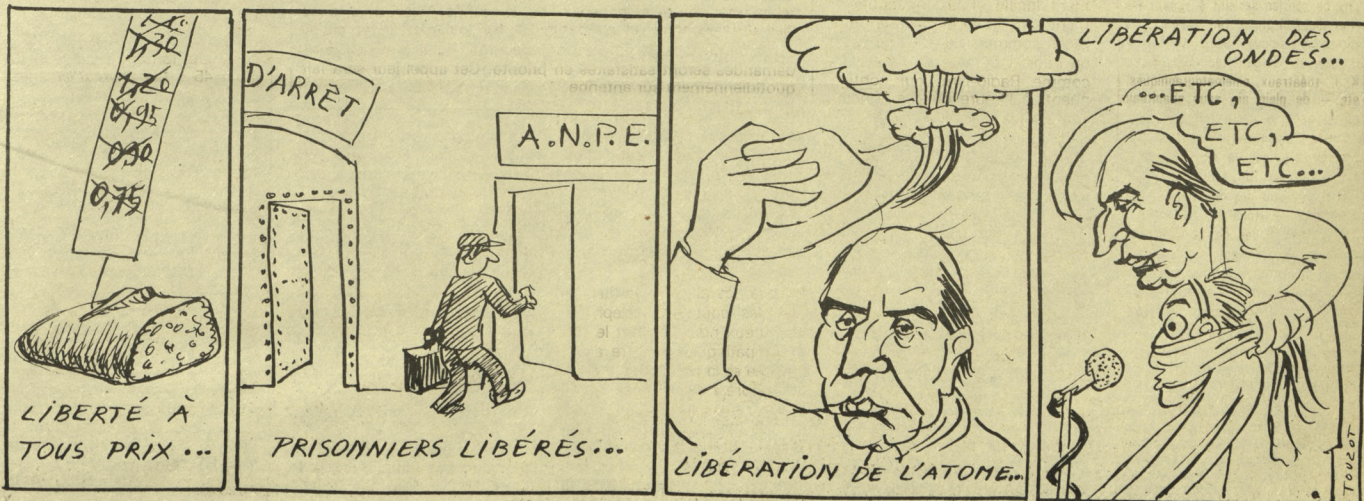
UN festival punk. L'atmosphère bouleversante d'une jeunesse désorientée. Soleils nocturnes. Sâouleries tristes. Rage de vivre des adolescents. Adultes au goût de mort. Groupes punks qui trouvent leur insertion sociale et se servent de la rébellion pour faire du fric. Révolte, ou bien fuite en avant. L'alternative. Des idées, même radicales, peuvent-elles vaincre la peur ? La peur de soi. La peur de l'autre. Des autres. Soleils factices des projecteurs. Comment prendre en charge sa propre vie, sans bouleverser les institutions ? Etats, Eglises, toujours présents ! Partout.

Pour se sortir de la merde ? Pas de recette-miracle. Volonté anarchiste ! Ou bien marche ou crève, comme ils disent. Le choix serait peut-être plus clair pour tout le monde, s'il n'y avait pas ces légions d'habitudes qui nous anéantissent un peu plus chaque jour. Une raison de plus pour ne pas s'endormir. Debout, allez ! Croyez-moi, y'a du pain sur la planche. Y'a de quoi faire !

Fumées crasses des usines de Liverpool, Manchester, Birmingham. Foule de sans-travail. Hommes et femmes laissés pour compte. Aux bans de la société. Survie impossible. Jets de pierres. Bris de vitres. Main basse sur toute la boustifaille ! Bagarres avec les flics dans les ghettos. Un crachât dans la gueule à Thatcher. Deux, trois, quatre ! Qui dit mieux ? Dame de fer, nous te briserons l'échine. Comme un porc que tu es ! Foutre Dieu !

Claude CLÉMARON et Christian Lacombe

Libertés tous azimuts



Demandez le programme... Demandez le programme

La France socialiste a quatre mois !

suite de la page 1

L'opposition d'aujourd'hui fait du vent... comme celle d'hier d'ailleurs ! La grande presse, le cul entre deux chaises, essaie de sauver les meubles, c'est-à-dire de conserver suffisamment de lecteurs pour faire croire qu'elle n'est pas simplement un support publicitaire. A cette nouvelle famille de notables qui s'est emparée du pouvoir, il ne manque pas même le « traître » du mélodrame, Michel Rocard soi-même pourvu d'un ministère-bidon, qui se tait, rase les murs, additionne les statistiques que personne ne lira, se fait plébisciter par des sondages commandés par des instituts qui lui « veulent du bien » et s'apprête, si on en croit les mauvaises langues, à passer un lacet au col de son président du Conseil. En fait, Mauroy seul semble différent de ce ramassis de politiciards cuits dans leur jus depuis plus de vingt ans qui, inquiets, contemplant les jeunes Rastignac que les dernières élections ont jeté dans l'enceinte du Palais Bourbon. En vérité, nous sommes toujours sous le même régime. Il suffit de contempler les vestes brillamment retournées des journalistes pour s'en convaincre !

Il y a quelques mois, j'écrivais à cette même place que le pouvoir socialiste, s'il se maintenait dans le cadre de la société du profit, ne changerait pas la vie, ce qui est pourtant la vraie raison d'existence d'un socialisme, quel qu'il soit ! Car changer la vie, c'est d'abord changer la nature de la production, changer également toutes les structures de la distribution. Or, que voyons-nous ? Un gouvernement Mauroy qui patauge dans les allées de l'économie sans se décider à prendre son parti, se contentant de demi-mesures sur les prix, sur le chômage, sur les épurations, sur les prélèvements, etc. Un gouvernement qui est pavé de bonnes intentions comme l'enfer et qui finira par crever sous les ricaneurs de la droite musclée que les scrupules moraux n'étouffent pas.

Mitterrand tient ses promesses, proclame la presse socialiste, et c'est vrai ! Mais il est également vrai que les socialistes ne firent que des promesses qui pouvaient s'inscrire dans le cadre du régime, sans mettre en danger son économie de profit. Mais, voyons ces promesses ! En dehors de l'augmentation des bas salaires et des allocations familiales, ce qui ne sera qu'un déjeuner de soleil, elles sont au nombre de trois : la décentralisation, l'impôt sur le capital, les nationalisations.

On nous avait promis la décentralisation, nous l'auront ! Elle sera semblable à celle proposée par de Gaulle et qui amena sa chute, la transformation du Sénat en moins naturellement. Cette régionalisation est un faux semblant. Elle consiste à reporter à l'échelon des régions l'aménagement des décisions prises à Paris. En accord avec les commissaires de la République, les responsables régionaux élus au suffrage universel appliqueront des décisions précisées par des circulaires d'application des ministères. Les commissaires de la République n'auront pas plus de pouvoirs que les présidents de Conseils régionaux. Parfait ! Mais les crédits d'Etat sont le complément obligatoire des crédits régionaux, départementaux, communaux, pour établir un budget à propos d'un projet, et c'est le commissaire de la République qui établira un rapport sur l'utilité comme sur le montant de ces crédits, ce qui déterminera l'acceptation ou le rejet du projet. Rien de changé sur le fond sinon sur la forme, et je pouvais dire dernièrement à des personnages consulaires que comme le bon roi Louis, il ne leur restait guère que le pouvoir de toucher les écuellées de la basilique de Saint-Denis !

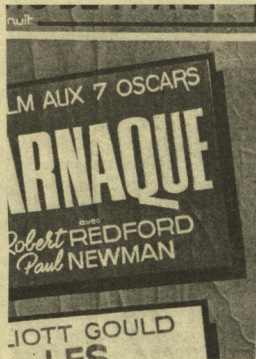
L'impôt sur la fortune fera du bruit et amènera le sourire sur le visage de plus d'un salarié : « enfin, c'est leur tour ! Les salauds, il va falloir qu'ils les lâchent ! » Ouais ! Remarquons d'abord que cet impôt n'est pas une innovation des socialistes, on le paie dans d'autres pays d'économie libérale sans que la classe dirigeante s'en porte plus mal. Notre bourgeoisie le sait bien et ses hurlements sont de circonstance. D'ailleurs l'impôt sera modeste, une fois encore, ce gouvernement n'a pas osé aller jusqu'au bout de son problème. Le montant du prélèvement servira à peine à couvrir les allocations de chômage payées par les ASSEDEC. Nous sommes loin du « au-dessus de quatre millions, je prends tout », de Marchais qui, pour une fois, avait raison ! Enfin, les

socialistes se sont une fois de plus laissés prendre à l'argument démagogique de « l'outil de travail », argument qui peut-être plausible pour le petit commerce ou l'artisanat, mais qui est ridicule lorsqu'il s'agit des sommes énormes investies dans les industries de pointe. Il ne s'agit de rien d'autre que d'un capital accumulé, négociable, échangeable, source de bénéfices comme on le verra lors des nationalisations des grands groupes industriels. Il est curieux que cet aspect du problème ne soit jamais évoqué par le capital, par les pouvoirs publics, il n'en est pas moins curieux que les syndicats, à commencer par le mien, pleurnichent sur « l'outil de travail » comme s'il ne s'agissait que d'un élément abstrait, n'ayant aucune valeur en soit, alors qu'en dehors de sa propre valeur négociable, il est la garantie à tout investissement et à tout emprunt.

Parlons des nationalisations. Le gros morceau ! Le CNPF a vacillé sur ses bases. (Sic). Ceyrac, Roux, Chevalier et quelques autres qui constituent son armature ont hurlé à la mort. (Re-sic). Seul Dassault, qui a déjà été nationalisé deux fois, en 1936 et en 1945, et qui ne s'en porte pas plus mal, a pris la

tème bourgeois bouge, les travailleurs nationalisent, la bourgeoisie dénationalise au hasard des élections sans que les travailleurs ne cessent d'être exploités par les politiciards au pouvoir. En Russie par exemple, toutes les industries sont nationalisées sans que les conditions de vie des travailleurs se soient améliorées et, à ce stade, l'étatisation devient un puissant outil de domination, et c'est ce qui explique la politique, en France, des communistes qui se sont fait les torches-culs du gouvernement socialiste, dans l'espoir de mettre sur les rails un train qui ne conduira pas à la libération des travailleurs, mais à la soviétisation du pays, pour peu que l'échec du programme socialiste pousse à la dramatisation de l'affrontement politique.

Il y a, dans ce Parti socialiste, à la fois de la bonne volonté, de l'inquiétude, de l'inconscience, de l'illusion, celle dangereuse qui pense que l'on peut faire l'économie d'une révolution qui arracherait des mains du capital les moyens de production et d'échanges. Toute l'histoire de l'humanité s'inscrit en faux contre cette théorie humaniste de la progression continue des forces de libération sociale contre les forces d'oppression. Le progrès social est le résultat des progrès scientifiques, techniques,



chose avec philosophie. Les nationalisations elles aussi vont procurer du plaisir à un certain nombre de nos concitoyens qui ne connaissent de ce problème que les cris de ceux qui s'en déclarent les « victimes ». Et ceux-là, dans une certaine mesure, on les comprend. Les nationalisations ne sont pas le socialisme, elles ne conduisent pas au socialisme, elles permettent tout juste à un clan dans notre système, à une classe dans les démocraties populaires d'en remplacer une autre; elles concourent à la formation d'une nomenclature, elles sont la relève du patronat de droit divin par la technocratie dans le système bourgeois, de la bureau-technocratie dans une démocratie populaire. Elles ne changent rien sur le fond de l'exploitation de l'homme par l'homme, des hiérarchies économiques et des gadgets qui caressent leurs bénéficiaires dans le sens du poil, même si elles procurent une certaine stabilité dans l'emploi et un avancement routinier dans la hiérarchie.

Il est certain que la nationalisation du crédit permettra au gouvernement d'orienter les investissements productifs, non pas dans le sens préconisé par le Proudhon de la Banque du Peuple, mais de façon à maintenir au pouvoir le clan qui les manipulera.

Mais ces nationalisations seront remboursées à un juste prix que les contribuables paieront. Cet argent dégagé suivant les taux du système sera naturellement investi ailleurs dans d'autres entreprises privées, toujours suivant le système sur place (Dassault ne fit rien d'autre) constituant de nouvelles sociétés capitalistes que l'Etat, dans un prochain mouvement, pourrait aussi nationaliser, et c'est bien là la crainte de la bourgeoisie de voir l'aristocratie mangée feuille par feuille à chaque consultation électorale. Les nationalisations, dans le cadre du système capitaliste qui reste en place, ce n'est rien d'autre, pour le clan qui détient le pouvoir, que le moyen de le conserver, sans plus, et, à défaut, de faire une révolution économique et sociale, de faire une transformation de structures qui assure sa pérennité. Et ce n'est pas par hasard qu'en Angleterre, sans que le sys-

d'organisation pratique, mais ce progrès, quels que soient ses résultats pratiques que l'on ne peut nier, laisse en place cette monstrueuse inégalité entre les hommes qui pèse sur les peuples depuis la Genèse. Le socialisme et le capitalisme sont incompatibles. Il faut choisir l'un ou l'autre.

Les hommes sentent cela confusément, sans pouvoir se l'expliquer et surtout sans vouloir se l'expliquer, épouvantés par les menaces de conflits, de dégradations de leurs conditions d'existence. Le monde politique résigné à l'a peu près patauge dans la merde, les syndicats résignés se cramponnent à leurs dérisoires revendications, les peuples désespérés se cramponnent au fil des discours politiques, les uns terrifiés par la guerre, les autres par la révolution. Cette résignation pousse les électorats de gauche comme de droite vers un certain politique où ils se camouflent furtivement. Regardez les programmes des partis de gauche qui forment la majorité actuelle. Ils tressent des couronnes à un programme socialiste sans originalité, sans vigueur, sans perspective réelle d'avenir. Ils sont pitoyables et pour faire bonne figure déglutissent tout ce que leurs théoriciens leur avaient enseigné. Les Marx, les Lénine, les Trotski doivent se retourner dans leurs tombes.

Nous savons bien, nous anarchistes, que la « France socialiste » n'est qu'un épisode de contradictions du système capitaliste; nous ne sommes pas sûrs que cette séquence fera avancer les travailleurs dans la voie de leur libération. Ce dont nous sommes sûrs, c'est que manipuler les techniques du capitalisme en laissant en place les différences nées du profit ne peut que le renforcer en gommant ses excès !

Pour le monde du travail, il n'y a pas d'autres solutions que la rupture avec le système de classes. Cette rupture ne peut pas venir d'un geste dérisoire accompli tous les sept ans, mais de la lutte révolutionnaire de tous les instants, avec comme seul objectif la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Maurice JOYEUX

La politique économique du gouvernement Mauroy

L'heure du choix

EN cette rentrée sociale, si différente des précédentes, le gouvernement paupère ses grands dossiers économiques. Ils ont pour nom salaires, chômage et nationalisations.

Austérité de gauche

Les négociations entre patronat et syndicat s'ouvrent dans chaque branche professionnelle. C'est donc maintenant acquis : il n'y aura pas de nouveau « Grenelle » réunissant patrons, syndicats et gouvernement; chaque patron devra rechercher les meilleures solutions au travers des négociations qui s'ouvrent et qui devraient déboucher, si l'on en croit certains syndicalistes, sur l'apothéose de la politique contractuelle.

Que personne ne se fasse d'illusions ! Le gouvernement donnera lui-même l'exemple au cours des négociations de la Fonction publique et il a déjà annoncé la couleur : dans la plupart des cas, seul le maintien du pouvoir d'achat sera assuré, il ne saurait être question de revalorisation substantielle des traitements. Sauf pour les bas salaires, affirmet-on. Mais où commencent et où s'arrêtent les bas salaires ? La question reste encore sans réponse. Quant aux ajustements qui ne peuvent manquer d'avoir lieu, continueront-ils à prendre comme référence l'indice INSEE ? Nos technocrates, jadis si virulents sur la méthode, n'en ont pour l'instant soufflé mot.

C'est que le gouvernement se trouve pris dans un engrenage économique qu'il se refuse à briser. Toute politique sociale implique des dépenses qui, si elles ne sont pas compensées par des revenus équivalents, entraînent une inflation qui ruine tous les effets bénéfiques des augmentations de salaires. Il faudrait donc, dans le même temps, contrôler les prix pour empêcher qu'ils ne répercutent automatiquement les augmentations.

Or, le gouvernement se refuse à aller dans ce sens, fidèle en cela à ses engagements de respecter le libéralisme économique, loi d'airain du capitalisme.

Il faudra pourtant bien que quelqu'un paie. Et il paraît évident, pour qui connaît la réalité des antagonismes de classes, que si l'on n'oblige pas les patrons à payer, ce sont au bout du compte les travailleurs salariés qui feront les frais de mesures qui seront sensées leur bénéficier au premier chef.

Quand on considère que le logement coûte aux salariés de la région parisienne entre le quart et le tiers de leurs revenus, on est tenté de penser que c'est dans un tel domaine que devraient porter les efforts du pouvoir pour améliorer sensiblement le niveau de vie des plus défavorisés. Un coup d'arrêt à la spéculation immobilière par un blocage ferme des loyers ferait plus dans ce sens qu'une hausse générale des salaires de 10 ou 20% !

Seulement voilà, bloquer les loyers reviendrait à gripper le mécanisme bien huilé du libéralisme. Les propriétaires auraient tôt fait de se liguer et de refuser de continuer à entretenir leurs logements en prétextant un manque de moyens. D'où l'obligation de les y contraindre ou de les exproprier. Jusqu'où irait-on dans ces conditions ?

Contre le chômage : l'emprunt

C'est le même mécanisme économique qui bloque toutes les tentatives de résorption du chô-

mage. Toute augmentation de salaires ou de charges sociales devient prétexte à licencier. Alors, pour ne pas obliger les patrons à payer, les ministres distribuent les subsides aux entreprises dites en difficulté.

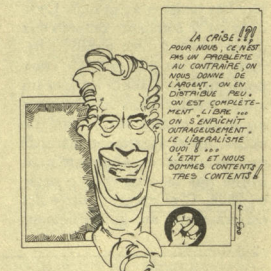
Il est vrai que l'indemnisation des chômeurs est un gouffre financier qu'il devient de plus en plus difficile de combler. Mais financer ce déficit par un emprunt, du reste fort bien rémunéré, revient à en creuser un autre.

Comme on peut le constater, la réduction du temps de travail est largement passée au second plan. Attendons encore quelques mois et nous pourrions vérifier, dans les résultats des négociations par branches, les véritables intentions du pouvoir dans ce domaine.

La manne des nationalisations

Au moins, se dit-on, les patrons vont souffrir avec la nationalisation des grands groupes industriels et de la plupart des banques. Qu'on se rassure : l'Etat, magnanime comme toujours avec les puissants, rachète ces entreprises au-dessus de leur valeur. Les actions seront échangées contre des obligations qui porteront un intérêt supérieur à celui que touchaient jusqu'ici les actionnaires. Les gros porteurs n'auront plus qu'à réinvestir leurs capitaux dans de nouveaux secteurs d'activités, à l'étranger de préférence.

Il n'est pas possible d'imaginer que des économistes aussi éclairés



rés que ceux qui nous dirigent puissent être à ce point ignorants des réalités et croire qu'ils en sortiront de cette manière. L'état de grâce, pour miraculeux qu'il soit, n'a pas entraîné la multiplication des biens. Et on ne peut donner aux uns qu'en prenant aux autres...

Le gouvernement veut éviter de mécontenter les classes moyennes et les grosses fortunes, mais il faut aussi contenter les travailleurs qui forment les gros bataillons de son soutien électoral. A trop ménager ceux qui n'ont pas voté pour lui et qui ne risquent guère de changer d'avis dans l'avenir, il avance de la désillusion pour tous ceux qui croient aux grandes réformes promises.

A l'heure des choix décisifs, le gouvernement de gauche tourne le dos aux promesses électorales les plus attendues. Quand l'heure du désenchantement viendra, il n'aura plus d'autres solutions que de mettre la clef sous la porte ou de prendre le parti des patrons. A moins que ce ne soit déjà fait...

Alain SAUVAGE